

L'AFRANCHI

Périodique des Amis

de l'Association Internationale des Travailleurs

N° 8

PARAIT TROIS FOIS PAR AN

MAI - JUIN 1994

Dossier

**L'anarchisme
en Russie
au temps de
l'introduction
du
capitalisme**

Biélorussie

Appel du SMOT

Espagne

Au delà de la
liturgie

France

Politique
anti-immigrés



Éditorial

La plupart des dessins illustrant ce numéro ont été empruntés à Clifford Harper, *Anarchy — Graphic guide*, Camden Press, London, 1987.

L'AFFRANCHI
Périodique des Amis de l'A.I.T.

Editeur Responsable
André Bösiger

Pour toute correspondance



Réflexions Sociales
Case postale 172
1000 Lausanne 6 Ouchy
SUISSE

ABONNEMENTS

5 numéros 20 frs. (80FF)

VERSEMENT

André Bösiger
ccp 12-17661-5
CH-1227 Carouge GE

Soixante-quatre ans ! 64 ans ! Ils veulent faire passer l'âge de la retraite des femmes de 62 à 64 ans !

Au moment de rédiger cet éditorial, nous voulions vous parler de nous, de l'Affranchi, des Amis de l'AIT, mais l'actualité nous a rejoint et mérite quelques commentaires.

La majorité de droite du parlement et du gouvernement a décidé de faire payer, au prix fort, les quelques améliorations concédées dans le cadre de la 10e révision de l'assurance vieillesse (AVS); voici son message : la rente séparée du couple (splitting), le bonus éducatif (prise en considération des années consacrées aux enfants) que vous "offrent" les socialistes, il faudra le payer mesdames. Vous voulez l'égalité ? Il faut en payer le prix, vous travaillerez autant que les hommes. Car 64 ans, ce n'est qu'un premier pas vers 65 ans pour tous.

Voici donc la gauche et les syndicats condamnés, une fois de plus, à lancer un référendum pour tenter de contrer le "coup tordu" de leurs partenaires bourgeois, éliminant du même coup les petites réformes auxquelles ils avaient travaillé avec tant d'application.

Que voulez-vous, nous avons une droite audacieuse dans ce pays. Il y a des mesures impopulaires qui sont favorables, au moins sur le plan de la doctrine, à l'économie libérale. Si en essayant de les imposer on peut en même temps emm... les socialistes, pourquoi se priver ? Imaginer les deux "sœurs jumelles" Christiane Brunner et Ruth Dreifuss, l'une à la tête de la campagne référendaire et l'autre tenue de défendre, de par sa fonction gouvernementale, cette 10e révision de l'AVS, ça doit les faire jubiler...

Et nous là dedans ? Devons-nous une fois encore fustiger le consensus ? Signaler une fois

de plus les effets pervers de la démocratie semi-directe ? Dénoncer cette gauche, cette extrême-gauche... qui n'ont d'autre ambition, d'autre projet, que la gestion de la misère, rétribuée si possible ? Critiquer ce «merveilleux peuple suisse» si cher à Jean Ziegler, qui récolte ce que sa longue passivité a semé ?

Face à un tel coup de massue, avons-nous quelque chose de concret à proposer ? L'action directe ? Une nouvelle grève des femmes ? D'une part, ils n'attendent que notre réaction pour l'exploiter habilement, pour dire à la droite : vous voyez, chers collègues, les gens sont mécontents, écoutez-nous donc. D'autre part, et c'est pour nous le principal problème, il n'existe pas, dans ce pays, d'organisation de résistance nationale, ni même régionale. Les quelques militants anticapitalistes conséquents, pour ne pas parler des libertaires, sont divisés. Chacun ronchonne ou se bouge dans son coin. Même les cas de répression, comme ceux qui ont frappés récemment des squatters de Genève (un copain est actuellement sous le coup d'une inculpation) n'entraînent pas les réactions de solidarité nationale qui seraient nécessaires.

En ce qui concerne les Amis de l'AIT, nous avons tenté plusieurs démarches pour sortir de l'isolement, le résultat c'est que si nous sommes un peu plus nombreux qu'avant, nous restons isolés. Pour devenir un collectif crédible, il y a sans doute un saut plus qualitatif que quantitatif à faire, mais nous ne savons pas comment nous y prendre.

A Lausanne, il y a en plus la difficulté à mener de front la rédaction de l'Affranchi et d'autres activités. Dans un moment de désespoir, nous avons même envisagé d'arrêter la parution. Mais la triste réalité

locale, nous a remis sur les rails. Le travail que nous consacrons à l'Affranchi est encore ce que nous pouvons faire de mieux. Certes, l'Affranchi est un journal qui n'a pas assez d'abonnés (surtout d'abonnés suisses) pour tourner. Il n'arrive pas à avoir une parution régulière. Cette année, pour avoir consacré du temps à d'autres activités, nous avons un énorme retard et nous ne parviendrons sûrement pas à sortir les trois numéros annoncés.

On nous reproche, avec raison, de ne pas parler suffisamment de la Suisse. Que nos lecteurs helvétiques se bougent un peu ! Qu'ils se fassent connaître ! Qu'ils nous envoient des articles sur leur réalité locale ! Nous sommes demandeurs.

Nous tenons aussi à informer nos lecteurs que, ces derniers temps, nous avons pris part très activement à la vie interne de l'AIT. Un certain nombre de problèmes nous ont fait prendre conscience du fait qu'il y a, dans notre Internationale, comme dans le mouvement libertaire en général, des gens

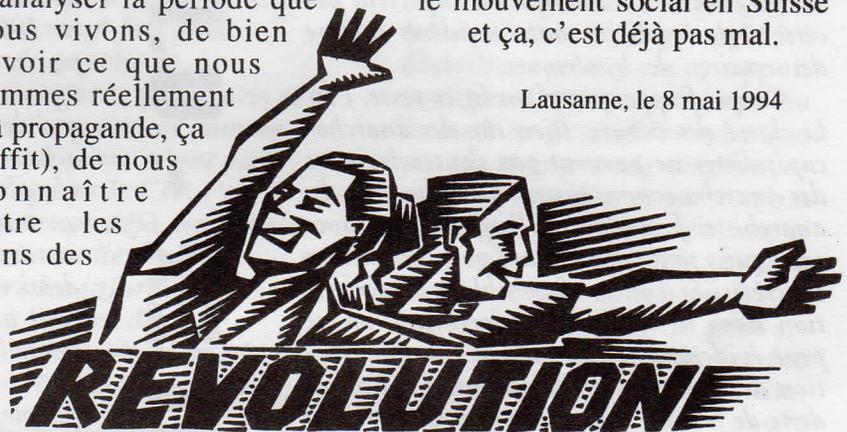
qui gèrent l'anarchisme comme on gère une entreprise familiale, un capital (symbolique ou non). Ces gens n'ont aucun intérêt à ce que le mouvement se développe, ils ne veulent surtout pas prendre de risques, surtout pas se remettre en question.

Pour les autres, pour ceux qui, comme nous, ne considèrent pas l'anarchosyndicalisme comme un produit à vendre sur le marché, il va falloir mettre de l'ordre dans la maison. Tout un travail de clarification de nos principes et de nos objectifs à court et moyen terme doit être fait. Il s'agit de comprendre et d'analyser la période que nous vivons, de bien savoir ce que nous sommes réellement (la propagande, ça suffit), de nous connaître entre les gens des

différentes sections (la confiance aveugle dans les comités, ça suffit), de confronter nos réalités et nos pratiques et d'être capables de faire abstraction de nos petites activités quotidiennes quand des copains, même de l'autre côté de la planète, ont vraiment besoin de notre aide.

Autrement dit, il y a un équilibre difficile à trouver entre l'activité au niveau local, régional et international. Pourtant ces multiples exigences, auxquelles nous nous soumettons volontairement, nous apportent beaucoup. Elle nous permettent de nous élever du borbier dans lequel est plongé le mouvement social en Suisse et ça, c'est déjà pas mal.

Lausanne, le 8 mai 1994



Lisez la presse libertaire de Suisse romande !

Hebdomadaire parfois, trimestriel toujours, *L'Anarchiste Déchainé* continue à sévir dans la région rolloise. Pour s'abonner, faire parvenir ses coordonnées et un billet de dix francs ou plus (soutien) dans une enveloppe à :

L'Anarchiste Déchainé

Case postale 569

1180 **Rolle**

Acharniste, feuille anarchiste d'information, paraît dans l'urgence depuis le début de l'année. Le n°002 contient, entre autres, un important dossier sur le mouvement zapatiste.

Acharniste

Info - Bibliothèque KOMMUNE LIBRE
maison occupée

19, rue Guillaume de Marcossay

1205 **Genève**

SOUSCRIPTION PERMANENTE

liste n°5

M. T.	VD	20.-
J. P. S.	NE	50.-
D. C.	VD	30.-
E. P. M.	GE	20.-
V. C. G.	VD	20.-
A. P.	FRANCE	20.-
A. S.	GE	30.-
B. R.	TI	20.-
A. V.	VD	20.-
J. B. T.	VD	20.-
A. C.	TI	30.-
M. T. C.	VD	20.-
J. L. B.	GE	30.-
C. G.	TI	200.-
A. M. C.	TI	20.-
H. S.	GE	20.-

LE document que nous présentons ci-après a quelque chose de tout-à-fait exceptionnel. Rédigé par une personne extérieure au mouvement libertaire, il a été relu et annoté par des acteurs qui se trouvent appartenir à deux tendances opposées au sein de ce même mouvement. Faut-il en conclure que les anarchistes russes sont aujourd'hui d'accord sur ce qui constitue leurs désaccords ? Une telle conclusion est peut-être un peu rapide, mais cela dit, un texte de ce genre portant sur la France... par exemple, serait tout-à-fait impensable.

Il est important que nos amis russes sachent qu'ici, en Europe occidentale, les divergences et les oppositions existent aussi parmi les anarchistes, mais qu'il est très mal vu d'en parler. Parler de l'autre, c'est lui reconnaître un statut, c'est reconnaître qu'il existe, alors autant s'abstenir. On se cache derrière une unité de façade afin d'attirer les clients éventuels. Ceux qui ne respectent pas cette règle implicite sont considérés comme des sectaires, des hystériques.

Ce qui frappe quand on lit ce texte, c'est la clarté des débats. Bien sûr des anarcho-capitalistes ne peuvent pas s'entendre avec des anarcho-communistes ! Pas plus que des anarchistes favorables à l'organisation avec ceux qui y sont opposés, sauf pour des actions concrètes. Si l'on est favorable à l'intervention dans les syndicats majoritaires, on ne peut évidemment pas œuvrer à la constitution de syndicats révolutionnaires... Essayez donc de trouver des positions aussi tranchées dans la partie occidentale du vieux continent. Ici les mots ont perdu leur sens. Plus on est réformiste, plus on se dit révolutionnaire et le reste est à l'avenant.

Aborder la réalité du mouvement libertaire de l'ex-URSS n'est pourtant pas évident pour les européens-occidentaux que nous sommes. Il nous faut sortir des schémas sur lesquels s'appuie notre vision des différentes orientations politiques. Il faut être capable d'imaginer que des qualificatifs comme "socialiste", "capitaliste" ou "communiste" n'ont pas nécessairement le même sens des deux côtés de l'ex-rideau de fer.

Evidemment certaines interprétations de la doctrine anarchiste, comme celle de ce dirigeant de la KAS* qui prétend que les anarchistes se sont toujours sentis libéraux parmi les socialistes et socialistes parmi les libéraux a de quoi surprendre. Plus grave est la dérive du groupe de la KAS de Tver, dont certains membres ont rejoint le parti libéral démocratique de Vladimir Jirinovski (extrême-droite nationaliste). Comme quoi l'absence totale de tabou n'est pas toujours

sans dangers. Mais des cas semblables se sont aussi produits en Occident (Paul Rassinier en France...) et ce n'est pas une raison pour jeter la pierre sur l'ensemble du collectif concerné. Cela dit, avant de soutenir le premier groupe libertaire qui se présente dans un pays mal connu, il est préférable de s'informer.

Avant d'aborder le document, il est peut-être utile de donner quelques éléments sur la situation dans laquelle se démènent aujourd'hui nos compagnons russes. Sur le plan économique, la thérapie ultra-libérale soutenue par les gouvernements occidentaux (FMI...) a entraîné les différents pays de l'ex-bloc de l'Est — qui étaient déjà en crise permanente avant la chute du mur — dans une situation inextricable.

La chute de la production, tout particulièrement celle des biens de consommation a été vertigineuse. Pour la Russie, elle est aujourd'hui inférieure de moitié à celle de 1990. L'inflation est très importante, même si les experts saluent son ralentissement (2'600% en 1992, 1'300% en 1993). Les salaires ne suivent évidemment pas, et moins encore les retraites. Les personnes âgées en sont réduites à vendre dans la rue ce qui leur reste... Avant il n'y avait rien à acheter, maintenant tout est à vendre, mais on n'a plus d'argent. Les économies réalisées par un travailleur qui avait accepté de s'exiler dix ans en Sibérie, pour un salaire deux fois et demi supérieur à la moyenne, lui permettent tout au plus, aujourd'hui, de s'acheter une bouteille de vodka.

En Ukraine où les matières premières (gaz, pétrole) que fournit la Russie doivent désormais être payées au prix du marché mondial, la situation est encore plus grave. L'inflation navigue autour des 3'000% après avoir atteint une pointe de 9'800% en 1993. Pour la freiner on a arrêté la planche à billet (la seule chose qui fonctionnait selon un économiste de Kiev). Résultat : les enseignants, entre autres, n'ont plus été payés.

Certains évidemment sortent leur épingle du jeu. Les nouveaux riches qui sont le plus souvent les anciens apparatchiks, directeurs d'entreprises ou présidents de kolkhozes, et certains salariés de secteurs stratégiques qui sont parfois payés en dollars.

Des phénomènes qui étaient déjà latents avant les "réformes" prennent une ampleur sans précédent. Les mafias se développent, la fuite des capitaux atteint désormais un milliard de dollars par mois pour la seule Russie.

Quand on observe ce qui s'est passé ces deux ou trois dernières années dans l'ex-URSS, on a l'impression que si l'Occident avait voulu abattre son adversaire, il ne s'y serait pas pris autrement. Le peuple russe n'a pas goûté à la consommation abondante qu'on lui avait fait

Dossier Ex - U.R.S.S.

miroiter. Dans son immense majorité, il s'est appauvri.

A l'heure où, dans la partie ouest de l'Europe, on prétend abattre les frontières, on en crée de nouvelles dans l'est du continent. Le découpage de l'ancien empire soviétique a été à l'origine de sanglantes guerres internes (Abkhazie, Hautkarabakh...) où l'on a pu constater que la purification ethnique n'était pas l'apanage de l'ex-Yougoslavie.

Le démembrement de l'ex-URSS — qui fut tout de même la seconde puissance mondiale — est vécu par beaucoup comme une humiliation. Faut-il s'étonner des succès de l'ultra-nationaliste Jirinovski, dont le parti a obtenu 23% des voix aux dernières élections russes ? Faut-il être surpris par le fait que les communistes, nostalgiques de l'ancien régime relèvent la tête ?

S'il est un aspect du scrutin d'octobre dernier qui a peu été commenté dans les médias occidentaux, c'est bien celui de l'abstention. Nous savons qu'il a fallu toute une série de manipulations peu orthodoxes pour que la participation dépasse les 50% nécessaires à la validation du référendum sur la constitution. Selon les témoignages de gens interrogés dans la rue — que nous avons pu voir à la télévision — le sentiment suivant lequel les dirigeants, même élus démocratiquement, utilisent le pouvoir pour se servir plutôt que pour servir les autres semble largement partagé.

Il y a donc là un terrain qui peut être favorable au mouvement libertaire. Mais pour que nos compagnons puissent véritablement en profiter, il leur est nécessaire de trouver des réponses tant théoriques que pratiques aux problèmes actuels. Quel type d'organisation économique, sociale et politique les anarchistes souhaitent mettre en place ? Cette question n'est pas aussi simple qu'il y paraît à première vue. Si l'on abandonne l'idée simpliste suivant laquelle la "bonne société" devrait naître spontanément de l'effondrement du pouvoir. Si l'on adopte un point de vue résolument constructif et réaliste, il est nécessaire de préciser ce que sous-tendent des concepts tels que fédéralisme, communisme intégral ou collectivisme, autogestion généralisée, appui mutuel... Et le même questionnement s'impose en ce qui concerne les moyens de lutte à mettre en œuvre.

Le fait que dans leurs réflexions les anarchistes russes en arrivent à interroger un certain nombre des fondements de la doctrine. Que des divergences fondamentales surgissent sur la définition même de l'anarchisme, ne nous semble pas fortuit. Une

bonne part des principes qui sont les nôtres datent d'un siècle ou plus. Et s'il ne s'agit pas de renoncer à nos valeurs et à notre idéal pour adopter l'idéologie dominante, comme le croient trop souvent certains "rénovateurs", il n'en reste pas moins que la réflexion théorique doit être remise au goût du jour.

Parce qu'ils vivent une période de changement social et aussi sans doute parce qu'ils ne sont pas englués dans les habitudes, dans la routine, nos compagnons russes ont, à leur manière, relancé une réflexion qui s'était en grande partie interrompue. La réalité qu'ils vivent n'est pas la même que la nôtre, mais sur certains aspects les problèmes de l'ex-URSS sont un peu le miroir grossissant de ceux que nous rencontrons chez nous. L'internationalisme a donc plus que jamais sa raison d'être, tant sur le plan de la solidarité que sur celui de la pensée.

Venons-en maintenant au document lui-même. Celui-ci a été réalisé par Bas Moreel à partir d'un premier texte rédigé par Tatyana Chavchoukova qu'il nous présente en introduction. C'est à notre demande que Bas a traduit ce document en français et nous profitons de ces quelques lignes pour le remercier. Son travail a été fait avec le souci d'objectivité du spécialiste de la recherche documentaire qu'il est. C'est ce qui fait sa valeur à nos yeux.

Nous avons effectué quelques modifications de style et quelques coupures dans le texte original. Celui-ci peut être consulté au Centre international de recherche sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne.

Les titres en gras sont originaux, les sous-titres en italique sont de la rédaction de l'Affranchi. Nous avons hésité à laisser en toutes lettres les nombreux noms cités dans le document. Mais notre correspondant nous a assuré qu'il n'y avait pas de répression flagrante et que personne n'était opposé à voir son nom publié. Il nous a précisé aussi que, contrairement à certaines informations, la KAS n'a jamais été interdite. On lui a supprimé son immatriculation, mais elle pouvait la faire rétablir.

Nous avons également été confrontés à un problème d'ordre orthographique concernant les localités. Nous ne sommes pas parvenus à les retrouver toutes dans les atlas et dictionnaires que nous avons consultés. C'est fou ce que les villes changent de nom ces derniers temps ! Les spécialistes identifieront sans doute certaines erreurs, nous nous en excusons par avance. Les remarques et rectificatifs sont les bienvenus.

* Pour les principaux sigles voir le glossaire à la fin du dossier.

Dossier EX - U.R.S.S.

L'anarchisme en Russie au temps

Par TATYANA CHAVCHOUKOVA

TATYANA CHAVCHOUKOVA n'est pas anarchiste, mais elle est très bien informée. Elle a réalisé ce travail en se servant de l'importante documentation sur les mouvements sociaux contemporains de l'Institut de recherches politico-humanitaire de Moscou. On remarque qu'elle n'est pas anarchiste par l'usage qu'elle fait, par exemple, de termes tels que "dirigeants" à propos de militants d'organisations anarchistes. Ceci montre aussi une absence de préjugé, car qui nierait la présence de dirigeants dans le mouvement anarchiste ? J'ai prié Tatyana Chavchoukova de faire ce compte-rendu parce que j'ai pu constater que les anarchistes russes qui prenaient la parole lors d'une discussion interne, au cours de la conférence sur Kropotkine, fin 1992, se montraient tellement hostiles les uns envers les autres (notamment la KAS-Moscou et IREAN) qu'il me semblait peu probable qu'ils soient capables de présenter un tableau quelque peu objectif. Malgré tout, j'ai trouvé utile de soumettre le texte de Tatyana à Vadim Damier d'IREAN et à Mikhaïl Tsovma et Vladimir Toupikine de la KAS-Moscou. J'ai ensuite incorporé leurs commentaires dans le texte. Vu le grand nombre de suggestions qui m'ont été faites je n'ai pas indiqué les passages modifiés, sauf dans quelques cas particuliers.

Bas Moreel

LA Russie fut l'un des premiers pays à voir dans l'anarchisme l'un des courants les plus anciens du socialisme non-marxiste. Disparu suite à l'établissement de pouvoir monolithique du parti communiste, l'anarchisme fut aussi l'un des premiers courants à renaître lorsque ce pouvoir a commencé à faiblir. La Konfédéracia Anarkho-

Sindikalistov (KAS) fut [au début de la Perestroïka] l'une des organisations sociales les plus importantes de l'URSS.

Konfédéracia Anarkho-Sindikalistov (KAS)

La KAS est l'une des plus anciennes organisations sociales alternatives. Seuls le parti Demokratiticheski Soïouz, né en mai 1988, suite à un séminaire tenu en juillet 1987, et le groupe Grajdanskoïé (Dignité citoyenne), fondé en septembre 1987, ont à peu près le même âge. A son origine on trouve le club historico-politique Obchtchina (Commune), fondé le 8 mai 1987 et dont les membres étaient surtout des étudiants des facultés de sciences humaines de l'Institut pédagogique de l'Etat de Moscou. La revue *Obchtchina*, du même nom que le club, a joué un rôle de catalyseur dans la naissance de la KAS¹. Le Club socialiste d'Irkoutsk (fondé en été 1988), les groupes Chanse (mai 1988) et Naïabr (novembre 1988) de Kharkov (Ukraine) et, dans une certaine mesure l'Anarkho-Sindikalistkaïa Svobodnaïa Associacia (Association libre anarcho-sindicaliste — ASSA) de Petrograd² (automne 1988) peuvent également être considérés comme des précurseurs de la KAS. Cependant l'ASSA, tout en entrant dans la KAS, n'en partageait pas les orientations et ce fut aussi l'un des premiers groupes à la quitter.

Outre ces groupes, il y avait aussi des individus et des groupuscules, surtout en Ukraine, qui faisaient de l'agitation anarchiste illégale avant la Perestroïka. Certains d'entre-eux ont également joué un rôle dans la création de la KAS.

Lors de la conférence du mouvement informel (alternatif ndt.) réunissant, en août 1987, des participants de toute l'Union Soviétique³, Obchtchina (Commune) lança l'initiative de former la Fédéracia Socialistitsheskikh Obchtchestven-

nikh Klubov (Fédération des clubs sociaux socialistes — FSOK), à laquelle adhèrent aussi de futurs socialistes (par ex. une partie du Klub Socialnikh Inicativ). A partir de septembre 1987, la FSOK publie la revue samizdat *Obchtchina*, laquelle devient bientôt l'une des publications non-officielles les plus populaires.

Lors d'une manifestation organisée par Obchtchina et Grajdanskoïé (dignité du citoyen) qui a eu lieu le 28 mai 1988, des membres d'Obchtchina, qui ne se disaient pas encore formellement anarchistes, portèrent pour la première fois le drapeau noir (avec étoile rouge).

Le dernier jour de la conférence de la FSOK qui a eu lieu du 19 au 21 août 1988, des clubs qui partageaient l'orientation d'Obchtchina annoncèrent la création de l'Alians Socialistov-Fédéralistov à laquelle adhèrent quatre groupes de Moscou, une partie du groupe "Spasénié" (Alekseï Kovalev) de Petrograd, le groupe "Perspektiva" de Samara, le club "5 juin" de Riïsan, des membres individuels de la FSOK et du Vsesoïouzni Socialistitshesko-Polititshesk Klub (Club socialiste-politique pour l'ensemble de l'URSS — VSPK, une alliance de groupes d'opposition marxiste de gauche qui s'était dissoute peu avant).

L'Alians fut présentée comme une fraction à l'intérieur de la FSOK qui éclata cette même année, lorsque des socialistes et des libéraux créèrent le "Front populaire de Moscou" que l'Alians ne rejoignit pas.

«L'Union des socialistes indépendants devient la Confédération anarcho-sindicaliste (KAS)»

En septembre 1988, l'Alians prit le nom de Soïouz Nezavisimikh Socialistov (Union des socialistes indépendants) et, en janvier 1989

de l'introduction du capitalisme

celui de Konfédéracia Anarkho-Sindikalistov (KAS).

Au congrès constitutif de la KAS (1 et 2 mai 1989 à Moscou) assistèrent des représentants de douze villes parmi lesquelles Petrograd, Kharkov, Irkoutsk, Tomsk, Khabarovsk et Dniepropetrovsk. Le congrès adopta une Convention organisationnelle, une déclaration de principes et deux résolutions : l'une sur la tactique et l'autre sur l'attitude à adopter vis-à-vis du PCUS (Parti communiste d'Union soviétique) et des autres organisations officielles (tout fut modifié lors du deuxième congrès). La revue *Obchchina* devint l'organe général de la KAS (elle cessa de l'être au deuxième congrès).

Au début la KAS réunissait tous les libertaires de l'ancienne Union Soviétique : syndicalistes, individualistes, anarcho-communistes, futurs anarcho-capitalistes, etc. Le programme était constitué de deux parties. L'une, très générale, avait été adoptée par tous. L'autre plus détaillée fut rédigée par le groupe de Moscou. Elle fut publiée plus tard dans *Obchchina* sans avoir reçu l'agrément d'un congrès. Cette deuxième partie préconise la propriété collective, ou plutôt de groupe, des moyens de production, dans le cadre d'une économie de marché.

On y prévoit de déjouer toute forme de monopole de la production tant par le jeu habituel des réglementations du marché que par le boycott (...) des marchandises proposées par des entreprises monopolistes et le soutien à leurs concurrents.

Cette deuxième partie du programme envisage aussi l'organisation politique de la société comme une fédération de communes autogérées (...) les niveaux supérieurs de l'administration étant de nature coordinatrice. Les conseils seraient l'objet d'élections et les organes supérieurs de direction seraient élus par des délégués munis de mandats impératifs. Pour terminer, le programme préconise la démilitarisation de la société, l'abolition de l'armée perma-

nente et l'armement général du peuple. Le socialisme sans Etat était envisagé comme la perspective la plus proche, comme une phase de transition vers l'anarchisme intégral.

«La KAS s'en tient aux principes de la non-violence»

La KAS est contre la peine de mort. L'appui aux syndicats indépendants et la lutte contre le système monopoliste des syndicats officiels de l'Etat constitue l'un de ces principaux axes d'action. En ce qui concerne la tactique, la KAS s'en tient aux principes de la non-violence, vu que, d'après ses membres, toute violence contredit l'idéal anarchiste de liberté de la personne. Cette non-violence fut adoptée comme principe fondamental au deuxième congrès de la KAS (mars 1990). Le fait d'accepter des moyens de lutte violents devint alors une raison d'exclusion.

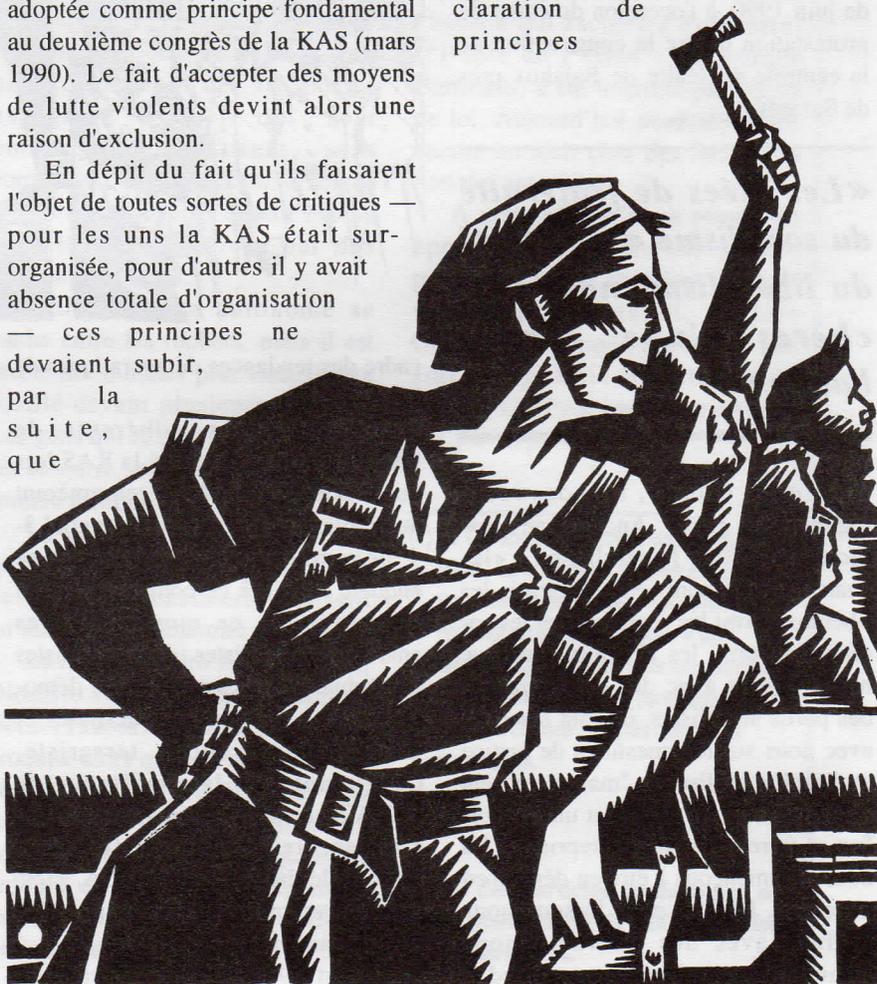
En dépit du fait qu'ils faisaient l'objet de toutes sortes de critiques — pour les uns la KAS était sur-organisée, pour d'autres il y avait absence totale d'organisation — ces principes ne devaient subir, par la suite, que

des modifications insignifiantes (les plus grands changements furent l'introduction d'un conseil fédéral et d'un secrétariat général au quatrième congrès et leur abolition au cinquième).

La convention organisationnelle affirma le caractère non-politique de l'organisation, c'est-à-dire le refus de lutter pour le pouvoir.

(...) Pour que les décisions des congrès soient valables, il faut qu'elles soient adoptées par les délégués de la majorité des organisations locales; celles des organisations locales par la majorité de leurs membres. Etant entendu que, dans les deux cas, tout doit être fait pour arriver à un consensus. La minorité n'est pas obligée d'exécuter les décisions prises par la majorité, mais elle n'a pas le droit d'en empêcher l'exécution par d'autres.

Le nom de l'organisation et sa déclaration de principes



affirment l'attachement à l'anarcho-syndicalisme vu comme l'un des courants de l'anarchisme.

Selon Vadim Damier, par anarcho-syndicalisme, on n'entendait pas : l'anarchisme comme but, le syndicalisme comme moyen, mais le socialisme de marché sans Etat.

Beaucoup de membres de la KAS ne comprenaient guère la différence entre l'anarcho-syndicalisme et les autres courants de l'anarchisme, de sorte que la KAS réunissait des anarchistes de différentes tendances et était en fait l'organisation anarchiste unitaire pour l'Union Soviétique. Au début de 1990, commence, à l'intérieur de la KAS, une lutte pour savoir si elle doit accepter tous les anarchistes ou seulement les anarcho-syndicalistes. Beaucoup de dirigeants réels de l'organisation (Andreï Isaev, Igor Podchivalov...) insistèrent pour que la KAS soit strictement anarcho-syndicaliste, une partie des organisations non syndicalistes quittèrent alors la KAS et créèrent l'Associacia Dvijéni Anarkhistov (ADA) au mois de juin 1990, à l'occasion du camp de protestation contre la construction de la centrale nucléaire de Balakov près de Saratov.

«Les idées de fraternité du socialisme et de liberté du libéralisme nous sont chères l'une comme l'autre»

A cette époque, l'un des idéologues de la KAS, Andreï Isaev, caractérisait ainsi l'anarchisme : «les anarchistes se sont toujours sentis les libéraux parmi les socialistes et les socialistes parmi les libéraux. Lorsque nous parlons avec des représentants des partis socialistes, ils sont d'accord avec nous sur les questions de justice et d'égalité et disent : "mais pour cela il faut des impôts élevés et un pouvoir fort et faire payer les entreprises". Là nous commençons à être en désaccord avec eux. D'autre part, lorsque nous parlons avec des libéraux, nous sommes d'accord avec eux quand il

s'agit de la priorité des droits de la personne sur ceux de l'Etat, de liberté, de relations de marché — seulement, eux ils ajoutent : "ceux qui ne savent pas travailler sont des scories, qu'ils vivent selon". Là nous ne sommes pas d'accord avec eux, puisque l'on ne peut jeter des êtres humains. Les idées de fraternité du socialisme et de liberté du libéralisme nous sont chères l'une comme l'autre.» (Komsomolskaïa Pravda, 29 juin 1990). Cette déclaration reflétait le sentiment qui dominait alors dans cette organisation de coalition [la KAS] née dans le



cadre des tendances démocratiques de l'époque⁴.

De nombreux adhérents de l'ASSA qui avaient quitté la KAS lors du deuxième congrès, y retournèrent au moment du troisième (Petrograd 3-4 novembre 1990). D'après une enquête menée à ce congrès, la KAS comprenait à ce moment-là des anarcho-syndicalistes, des anarchistes individualistes, des anarchistes démocrates, des anarchistes pacifistes et même un anarchiste terroriste. Cependant, dès la conférence de l'ADA tenue les 7 et 8 novembre 1990 à Kasan, treize participants (parmi lesquels le dirigeant de l'ASSA, Piotr Rausch) annoncèrent à nouveau qu'ils allaient quitter la KAS.

Début 1991, quelques anarcho-

communistes (Vadim Damier, B. Boujikochvili (...) et Dmitri Kostento) quittèrent aussi la KAS. Le 5 mars 1991, ils constituèrent l'organisation anarcho-communiste Iniciativa REvolucionnikh ANarkhistov (IREAN) (...).

Eu égard à sa forte "syndicalisation", la KAS commençait à accorder (...) une attention accrue au mouvement ouvrier et syndicaliste. Elle se mit à participer aux activités de la Konfédéracia Trouda (Confédération du travail).

Créé initialement comme un bulletin d'information de la KAS, le bulletin KAS-KOR se convertit, en automne 1990, en un bulletin d'information sur les questions touchant le mouvement ouvrier et syndical.

Le quatrième congrès de la KAS, tenu à Samara en mai 1991, fut le premier auquel ni les représentants de l'ASSA de Petrograd, ni ceux d'autres organisations membres de l'ADA ne participèrent. Les anarchistes non-syndicalistes étaient donc absents.

D'après les participants, ce quatrième congrès fut le congrès le plus "calme" de ceux que la KAS avait connus jusque-là. Ce congrès adopta, pratiquement à l'unanimité, une résolution stipulant que le travail dans les syndicats était la tâche la plus importante de la KAS. Mais grâce aux efforts des "verts" (Aleksandr Choubine et des membres du parti des verts de Novokouïbychev) on décida de donner une importance presque égale aux activités écologiques.

Cependant, le conflit des dirigeants de la KAS de Moscou avec les organisations adhérentes de l'ADA (surtout avec le Moskovski Soïouz Anarkhistov qui lançait régulièrement, dans ses publications, des invectives contre les dirigeants de la KAS) s'aiguisa à tel point que les membres de la KAS de Moscou exigèrent impérativement que les organisations appartenant à la KAS s'abstiennent de toute collaboration avec des organisations membres de l'ADA. Mais il se trouvait qu'une partie des organisations de la KAS appartenaient en même temps à l'ADA ou collaboraient si étroitement avec elle qu'il ne pouvait être question de rompre les relations (...).

Le congrès créa un secrétariat général avec V. Toupikine de Moscou comme premier titulaire, ainsi qu'un conseil fédéral constitué de représentants de huit régions du territoire de l'URSS.

On peut considérer ce congrès comme une rupture. La KAS prend ses distances vis-à-vis du mouvement démocratique. Adreï Isaev déclara que la Russie démocratique comptait parmi les adversaires de la KAS. A



propos de la collaboration avec d'autres organisations, ce même orateur soulignait que la Moskovskaïa Federaciia Profsoïouzov (MFP — ancienne organisation des syndicats soviétiques officiels de la ville de Moscou) était devenue, après l'entrée en fonction de nouveaux dirigeants à la place des anciens apparatchiks, une véritable organisation indépendante défendant réellement les intérêts des travailleurs, et que la KAS devait collaborer avec elle⁵. Adreï Isaev critiqua sévèrement le Scopof (= syndicat socialiste, ndt.) et déclara que ce syndicat était structuré selon les mêmes principes organisationnels que les syndicats fascistes, car même les syndicats officiels soviétiques ne comptaient pas d'entrepreneurs parmi leurs membres.

Lors des événements d'août 1991,

les anarchistes furent très actifs. Ils furent à l'avant-garde de la lutte contre les putschistes. Comme si elle avait eu un pressentiment, l'organisation de la KAS de Moscou avait préparé, dès le printemps, un tract intitulé «si malgré tout, il se produit un revirement». En août, des anarchistes le distribuaient partout comme matériel d'agitation.

«Automne 1991, l'opposition interne de la KAS convoque un congrès extraordinaire»

Mais après les événements, les symptômes de crise (...) au sein de l'organisation, furent de plus en plus apparents. La revue *Obchtchina* avait cessé de paraître au début de 1991. En automne 1991, l'opposition interne menée par l'Anarcho-Demokratitchski Soïouz de Petrograd prit l'initiative de convoquer un congrès extraordinaire.

Les représentants de la KAS de Moscou, Vladimir Toupikine et Mikhaïl Tsovma y vinrent en observateurs et firent connaître le point de vue des Moscovites vis-à-vis de cette initiative. Comme il n'y avait pas le quorum pour un congrès, ce fut une simple conférence. Un projet d'amendement à la Convention organisationnelle, à soumettre à un congrès ordinaire, y fut préparé.

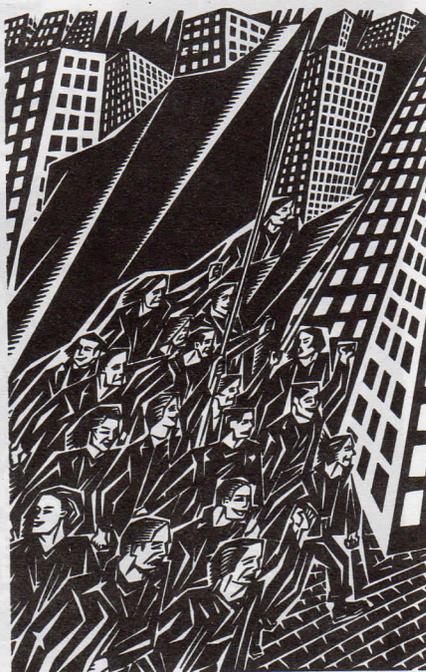
Sur la proposition d'anarchistes polonais, la conférence décida aussi de prendre part à l'organisation d'une conférence réunissant les anarchistes de l'Europe de l'Est. Cette conférence était envisagée comme une rencontre susceptible de réconcilier les différentes organisations anarchistes. Il était prévu de la tenir à Gouliaï Polie [le village natal de Nestor Makhno en Ukraine].

A cette époque, la KAS baissait en nombre d'adhérents et en activité. Elle n'avait jamais compté beaucoup d'adhérents, mais autour de 1988-1989, elle avait été le plus important mouvement de gauche non-stalinien, plus important que les socialistes. Il est difficile de donner des chiffres, mais pendant la période de pointe, il y

avait entre 20 et 30 groupes, et quelques 1'000 adhérents. Actuellement, la KAS doit compter autour de 120 membres. A son apogée, elle se faisait remarquer et remplissait quelques-unes des fonctions que remplissent normalement les partis. La naissance d'un grand nombre de partis, le fait que des partis plus importants attirèrent l'attention, fit perdre à la KAS des fonctions qui ne lui appartenaient pas. Cette situation entraîna des symptômes de crise d'un autre type qu'auparavant.

Dans un premier temps la crise était surtout liée à la lutte entre syndicalistes et prétendus "anarchovoyous". Maintenant il s'agissait de symptômes liés à une perception souvent exagérée de l'ampleur de baisse d'influence de la KAS. La lutte contre le coup d'Etat d'août 1991 fut peut-être la dernière action au cours de laquelle les organisations de la KAS participèrent partout activement; par la suite, le niveau d'activité commença à baisser.

Lors de sa réunion de janvier 1992, le Conseil fédéral de la KAS se



rendit compte que l'organisation se trouvait dans une crise permanente, mais il restait optimiste, du fait que la KAS était toujours là. Il décida de tenir un congrès à Tomsk en mai 1992. Il fut question alors d'examiner et éventuellement de modifier les

textes constitutionnels de la KAS. (...) On voulait aussi redonner vie à *Obchtchina*.

Le cinquième congrès de la KAS eut lieu à Tomsk, les 30 et 31 mai 1992. Il y avait des représentants de Baïkalsk, Irkoutsk, Moscou, Novossibrisk, Omsk, Siéver, Tomsk, Kabarovsk. Toula s'était excusé. Le congrès remania en partie la Déclaration de principes adoptée au premier congrès en 1989 et recommanda aux organisations locales de suivre l'exemple des organisations de Siéver et Tver, lesquelles avaient préparé leurs propres variantes du programme tactique.

Le congrès abolit le conseil fédéral et le secrétariat général et créa, en lieu et place, un bureau d'information dont les travaux furent

confiés aux organisations locales de Tomsk et de Siéver. Tomsk devint le lieu d'édition du bulletin intérieur d'information *KAS-kontakt*, créé par V. Toupikine lorsque la revue *KAS-KOR* avait commencé à se spécialiser dans des questions concernant le monde ouvrier et syndicaliste et cessé de remplir une fonction à l'intérieur de la KAS.

A la fin de ce congrès, les délégués arrivèrent à la conclusion que celui-ci avait été le plus efficace depuis le premier congrès. Dans les couloirs, il se disait que l'on avait pu constater dernièrement un certain regain d'activité au sein de la KAS.

La conférence anarchiste Est-européenne d'août 1992 (qui eu lieu à Kaliningrad et non à Gouliâï Polïe) réunit des représentants de l'ADA, de la Fédéracia Révolucionnikh Anarchistov (FRAN) et de quelques groupes de la KAS. Outre les débats entre anarcho-communistes et anarcho-capitalistes, le fait notable était que certains participants présentaient la KAS de Moscou, qui n'avait pas envoyé de représentant, comme leur pire ennemi.

A la suite de sa collaboration avec les anciens syndicats officiels Andreï Isaev [de la KAS de Moscou] devint, en automne 1992, l'un des fondateurs et dirigeant du Parti du Travail (Partia Trouda). Isaev et A. Cherchoukov, qui travaillaient désormais uniquement à la création du Parti du Travail quittèrent la KAS. Ils moti-

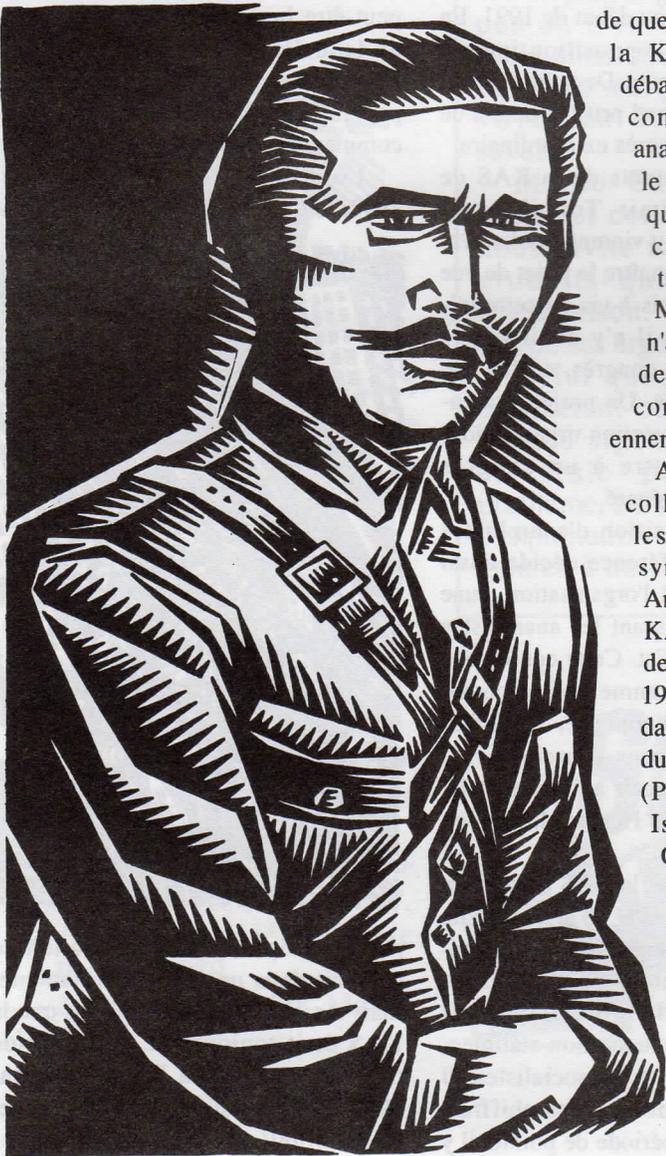
vèrent leur décision en disant qu'il était plus important de travailler pour la défense sociale des travailleurs, que sur l'idéal d'une société future; mais qu'ils ne voulaient pas gêner le travail d'autres anarcho-syndicalistes en continuant à se dire anarcho-syndicalistes. Selon des anarchistes restés dans la KAS, cet argument est vide de sens : Andreï Isaev et ses partisans se comportent maintenant en parfaits trade-unionistes et labouristes et il n'existe plus de contacts entre les deux groupes [KAS et Parti du Travail].

«le KAS-KOR est devenu une agence de presse commerciale»

Les formes d'action de la KAS, notamment de la KAS de Moscou, ont subi d'importants changements. Parmi ses activités, l'édition, l'organisation de séminaires, de conférences nationales et internationales a pris une place importante. Le KAS-KOR joue un rôle important dans l'organisation de conférences sur des sujets concernant le monde du travail et les syndicats. Il jouit d'une assez grande autorité et est connu à l'étranger. Il dispose d'un programme à la radio russe. En fait le KAS-KOR est devenu une agence de presse commerciale.

Parfois, la KAS reprend ses anciennes formes d'action. C'est ainsi, qu'avec d'autres anarchistes de diverses tendances, la KAS de Moscou a pris une part active dans les actions de protestation contre la condamnation à trois ans de prison, par le tribunal régional de Derjinski, de Rodionov et Kouznetsov, deux jeunes anarchistes de l'ADA (...).

A la fin de 1992, les efforts pour redonner vie aux formes d'activité de la première période de la KAS semblaient commencer à porter leurs fruits. C'est ainsi que la revue *Obchtchina* réapparut (n°48). Beaucoup d'anarchistes, même parmi ceux qui avaient quitté la KAS, se souvenaient avec nostalgie d'*Obchtchina* et la considéraient



comme la meilleure revue de l'anarchisme contemporain dans cette partie du monde. Seulement la réapparition d'*Obchtchina* fut un peu hésitante. Le n°49 n'est sorti que vers la fin de 1993, et les auteurs des articles ne sont pas tous anarchistes. Idéologiquement on peut dire [aujourd'hui] que la KAS se trouve dans l'aile modérée de la gauche.

A la sixième conférence de la KAS (en vue de la préparation du sixième congrès, prévu pour mai



1994) qui s'est tenue à Omsk du 3 au 5 décembre 1993, la décision a été prise de travailler à la création d'une union de syndicats syndicalistes [sic.] la Rossiïskaïa Konfédérancia Trouda (Confédération russe du travail — RKT). D'autre part un comité organisateur de représentants des organisations régionales de Moscou, Omsk, Tomsk, Siéver (Tomsk-7) et Irkoutsk s'est constitué⁶.

Lors de la crise politique de l'automne 1993, presque aucune des organisations de la KAS ne prit parti pour l'un ou l'autre des camps opposés. Celles-ci ont considéré le conflit comme une simple lutte de pouvoir interne à la bureaucratie gou-

vernementale (nomenklatura). Durant la nuit du 3 au 4 octobre 1993, l'organisation de la KAS de Moscou a adressé à la population un appel à la grève générale, exigeant la fin du conflit armé. Après octobre, toutes les organisations de la KAS se sont prononcées pour le boycott des élections parlementaires de décembre⁷.

Les organisations locales de la KAS

Il y a des organisations locales de la KAS qui, dans leurs régions, jouent un rôle plus important que l'organisation à Moscou. La situation dans les régions rappelle parfois les activités de la KAS de Moscou des premiers temps, lorsqu'elle était la seule organisation indépendante active dans le domaine social (...). Je me limiterai à quelques exemples.

Les organisations les plus stables de la KAS, en dehors de celle de Moscou, se trouvent en Sibérie.

L'organisation locale de la KAS d'Irkoutsk est sortie du Socialistitcheski Klub formé en 1988, organisation qui fut le berceau de beaucoup des dirigeants de partis et organisations du district. La KAS compte toujours des gens qui ont commencé à militer dans les années 1984-1985, autour de l'édition de l'annuaire informel *Sviétcha* (la chandelle) rédigé par Igor Podchivalov à la faculté des sciences philologiques de l'université d'Etat d'Irkoutsk. A la différence de beaucoup d'organisations anarchistes, celle d'Irkoutsk, comme celle d'autres organisations sibériennes est constituée en majorité de membres d'un certain âge. Un axe important de l'activité des anarchistes d'Irkoutsk est la lutte contre les cosaques locaux, à cause du caractère nationaliste ou fasciste de leurs agissements. Des cosaques ont même menacé de "casser la figure" de Podchivalov. Ce fait, ainsi que le désir de renforcer leurs activités, ont amené des anarchistes de différentes tendances à fonder, le 29 juin 1992, l'Irkoutski Soïouz Anarchistov Dlia Protivostoïamiè Kazatchesvou (Ligue des anarchistes d'Irkoutsk faisant front aux cosaques).

A Tomsk aussi il y a une organisa-

tion assez forte de la KAS. Depuis le cinquième congrès, tenu dans cette ville, cette organisation édite *KAS-Kontakt*, le bulletin intérieur de la KAS, en collaboration avec l'organisation de Siéver (Tomsk-7). En 1991, l'organisation de Tomsk s'est surtout occupée à reproduire des ouvrages de Bakounine et de Kropotkine et à réactiver le *Tomskoïé Narodnoïé Dvijénie* (Mouvement du peuple de Tomsk) auquel 35 groupes ont adhéré. Un des axes d'activité est la lutte contre *Soulakchine* [ou *Soulachkine?*], membre dirigeant du Parti républicain de Russie et représentant du président pour le district de Tomsk. Cette lutte a commencé pour des raisons écologiques, lorsque *Soulakchine* s'est prononcé en faveur d'un entrepôt d'ogives nucléaires démontées dans le district de Tomsk.

Les membres de la KAS de Tomsk sont en majorité des intellectuels, ceux de Siéver/Tomsk-7 des ouvriers. Parmi les activités de la KAS de Tomsk, il faut signaler la lutte contre la privatisation d'une usine en faveur de la nomenklatura et l'activité en vue de la création d'un syndicat indépendant. Dans ce cadre, deux de ses membres ont été victimes de la répression et ont perdu leur emploi. Mais lors de l'assemblée générale du collectif des travailleurs qui a suivi leur licenciement, les cinq améliorations de la convention collective pour lesquelles ils s'étaient battus, furent adoptées. Il naquit même deux syndicats indépendants.

L'organisation locale de Tver a connu un sort assez triste. Cette organisation était très active sur le plan de l'édition et aidait aussi d'autres organisations locales. Durant l'été 1993, une scission s'est produite en son sein, suite à l'adhésion de l'un de ses fondateurs, Viatcheslav Khazov, au LDPR, le parti de Jirinovski. A ce moment-là, un certain nombre de membres regroupés autour d'Andrei Iégorov ont quitté la KAS et ont formé un nouveau groupe anarchiste "Nacha Alternativa" (Notre alternative). Par la suite les membres de la KAS restés avec Viatcheslav Khazov sont passés entièrement dans le camp du LDPR, et dans un des numéros de la revue *Bounetar* (L'Insurgé) de la KAS-Tver

des textes de caractère anti-sémite sont parus. Pour cette raison la sixième conférence de la KAS a exclu Viatcheslav Khazov et a demandé à la KAS de Tver de prendre position sur ce qui c'est passé⁸.

Associacia Dvijéni Anarkhistov (ADA)

[Comme nous l'avons déjà signalé plus haut], l'Associacia Dvijéni Anarkhistov (Association de mouvements d'anarchistes — ADA) fut créée durant le camp de protestation contre la construction de la centrale nucléaire de Balakov près de Saratov en 1990.

En faisait partie :

— l'ASSA de Petrograd, qui avait alors abandonné son nom et son idéologie anarcho-syndicaliste. L'ASSA s'était dissoute en avril-mai 1990, puis avait constitué une nouvelle ASSA en prenant le nom d'Associacia Sekci Svobodnikh Anarkhistov (Association des sections d'anarchistes libres)⁹.

— Le Moskovski Soïouz Anarkhistov (dont le dirigeant Aleksandr Tcherviakov avait dans un premier temps été à la tête de l'AKRS (Anarcho-Kommounistitcheski Révolucionni Soïouz).

— L'Alians Kazanskikh Anarkhistov (Alliance des anarchistes de Kazan).

— Des anarchistes "individuels" : anarcho-pacifistes, anarcho-individualistes... de différentes villes.

— Quelques organisations régionales de la KAS (entre autres celle de Nijni Novgorod, laquelle devait quitter la KAS par la suite).

Le congrès de l'ADA de Saratov adopta une Déclaration et une Convention de coopération.

La déclaration stipule que l'ADA réunit des anarchistes appartenant à divers courants et que «peut y adhérer quiconque considère tout système d'oppression étatique comme un mal et travaille à son anéantissement total». La Convention stipule que l'ADA admet des membres collectifs et individuels. Il n'existe pas de procédure d'admission mais il est recommandé d'informer quelques adhérents de l'ADA de son adhésion.

L'ADA est une structure assez amorphe. Il n'y a pas d'organes coordinateurs et, encore moins de dirigeants. L'ADA s'est surtout faite remarquer par des actions écologiques — contre l'énergie nucléaire — dont l'initiative avait été prise soit par l'ADA elle-même, soit par la Ligue des partis verts. Pour les membres de l'ADA, ces actions constituent surtout une lutte contre l'Etat. Beaucoup d'organisations membres de l'ADA ont des points de vue anarcho-capitalistes. La lutte contre l'Etat est la seule chose qui leur permette de se dire anarchiste. Cependant, l'ADA comprend aussi quelques organisations anarcho-communistes.

Organisations locales de l'ADA

Le Moskovski Soïouz Anarkhistov (MSA) qui est sorti de l'AKRS (voir ci-dessus) de Moscou, est un groupe qui n'a jamais adhéré à la KAS. Le MSA a publié les journaux *Solidarnost*, dont le dernier numéro (n°11) est sorti juste après le coup d'Etat d'août 1991 et *Golos Anarkhizma* (La voix de l'anarchisme). Fin 1991, le MSA a conclu une alliance avec l'Anarkho-Radikalnoïe Obiédinienié Molodéji (AROM — Union anarcho-radical de jeunes : des anarcho-punks). Cette alliance a pris le nom de Federacia Anarkhistskikh Grupp Moskvi et le MSA lui a remis sa revue *Golos Anarkhizma*. Ensuite, le MSA a commencé à publier *Svobodni Mir* (Monde libre), un journal politico-publicitaire. Progressivement ce journal est devenu de moins en moins politique et de plus en plus publicitaire. Maintenant la dimension politique en est tout à fait absente.

L'AKA de Kasan a fait partie de la KAS jusqu'en mars 1990 (...). Elle compte (...) en majorité des anarchistes individualistes, mais il y a aussi des anarchistes pacifistes, un anarcho-syndicaliste et un anarcho-communiste. A partir de l'automne 1991, l'AKA a essayé de mettre en route des activités commerciales. Début 1993, des membres de l'AKA ont préparé un Manifeste-93, sur la base duquel s'est constitué, en juin

1993, le Soïouz Volnikh Troujénikov (STV — Union des Travailleurs libres), qui est devenu depuis un parti politique. Ce parti considère la défense de la liberté d'entreprise vis-à-vis de l'Etat comme l'une de ses tâches.

[Ici nous avons dû sauter un paragraphe concernant un collectif appelé Soïouz Radikalnoï Anarkhistskoi Molodéji (Union de la jeunesse anarchiste radicale - SRAM) qui mène principalement des activités contre-culturelles et antimilitaristes, car les indications du manuscrit sont trop fragmentaires et imprécises ndt.]

Fédéracia Révolucionnikh Anarkhistov (FRAN)

La Fédéracia Révolucionnikh Anarkhistov (FRAN) est une organisation inter-régionale anarcho-communiste qui s'est constituée lors d'une conférence à Dniepropetrovsk (Ukraine) les 25 et 26 janvier 1992. Des représentants de Moscou, Petrograd, Mourmansk et Dniepropetrovsk prirent part à cette conférence. Etaient représentées les organisations IREAN, Anarkho-Kommunistitcheski Révolucionni Soïouz (AKRS) et le Révolucionni Anarkhistski Front (RAF) de Mourmansk. La conférence a adopté une Convention organisationnelle et une Déclaration de principes. La FRAN a décidé de demander son admission dans l'Internationale des Fédérations Anarchistes (IFA), mais cette décision n'a pas été mise à exécution.

Dans le cadre de l'organisation des luttes écologiques, la FRAN collabore étroitement avec la Ligue des Partis Verts et l'ADA. L'action écologique contre la construction de l'usine Viking Raps à Lipetsk, à laquelle des membres de la FRAN ont pris une part active (piquets, manifestations, blocus de l'administration du district, peinture de graffitis sur le bâtiment et même occupation du cabinet du chef de l'administration), s'est soldée par une victoire. Le chef de l'administration du district a signé une disposition prévoyant l'arrêt de la construction de l'usine et la remise à l'agriculture des terres prévues pour sa construction.

Le représentant de l'usine s'est engagé à apporter des modifications au projet, tenant compte des exigences écologiques. Si jamais cette usine était construite quelque part, on se servirait de ce nouveau projet.

Groupes locaux de la FRAN

L'une des organisations qui a pris l'initiative de fonder la FRAN est Iniciativa REvolucionnikh ANarkhistov (IREAN) qui s'est constituée le 5 mars 1991. Deux de ses organisateurs venaient du Soïouz Kommunarov, une organisation de la gauche radicale qui comptait parmi ses membres quelques anarchistes, des anciens membres de la fraction "démocrate-communiste" (anti-stalinienne) du "Démokratitcheski Soïouz", quelques futurs "verts", des trotskistes etc. Le

Soïouz Kommunarov cherchait à mettre en place la "Commune de Moscou", mais les adhérents trotskistes provoquèrent la dissolution de ce collectif durant l'hiver 1990-1991. De cet éclatement naquit, outre IREAN, le Komitet za Rabotchouïou Demokratiou i Mejdounarodni Socializm (Comité pour la démocratie ouvrière et le socialisme international) d'orientation trotskiste.

Auparavant Vadim Damier, dirigeant idéologique d'IREAN, ainsi que d'autres organisateurs du groupe, avaient été membres de la KAS.

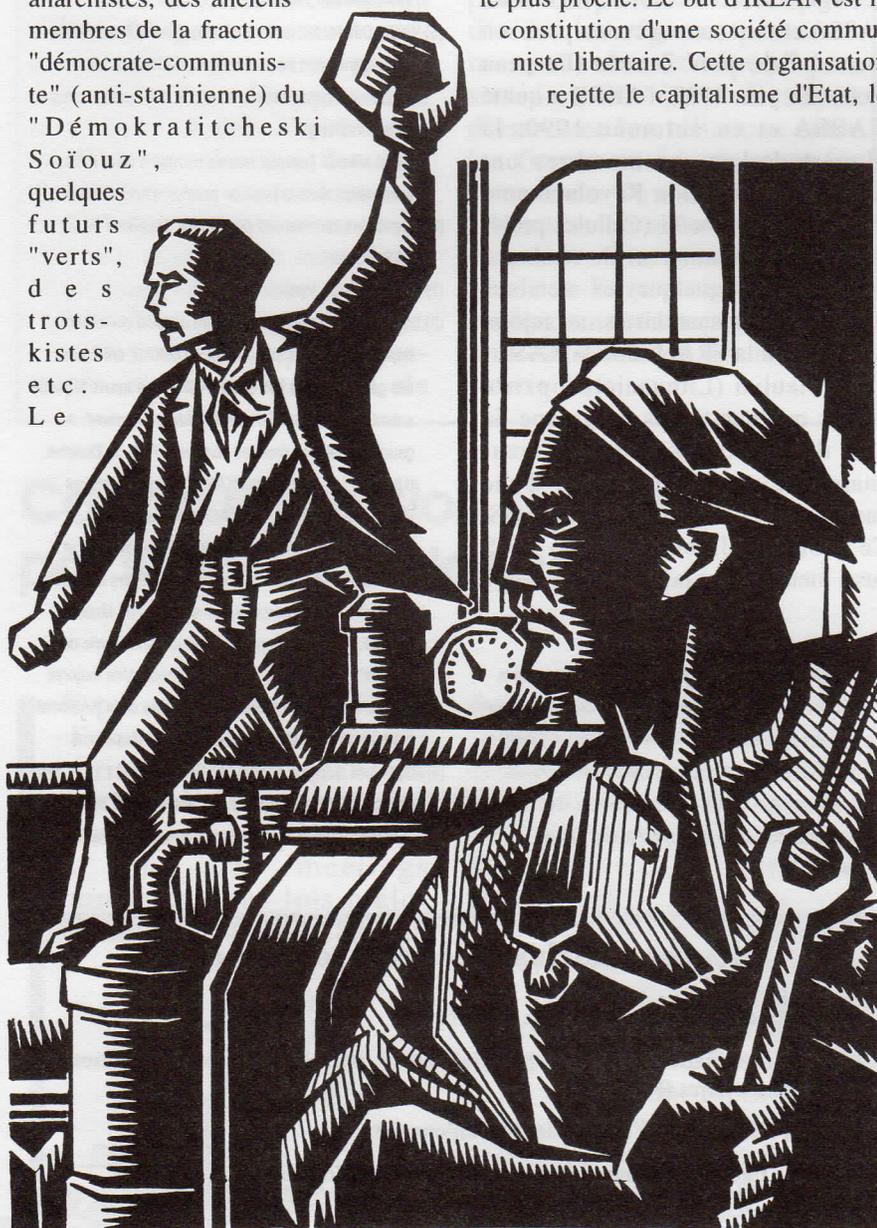
Les membres d'IREAN se revendiquent du communisme libertaire. Parmi les auteurs classiques de l'anarchisme, c'est de Kropotkine qu'ils sont le plus proche. Le but d'IREAN est la constitution d'une société communiste libertaire. Cette organisation rejette le capitalisme d'Etat, le

capitalisme privé et ne croit pas au socialisme de marché sans Etat. IREAN est anticapitaliste, anti-étatiste, antimilitariste et internationaliste. Elle considère l'auto-organisation sur le lieu de travail (c'est-à-dire un anarcho-syndicalisme révolutionnaire), le lieu d'habitation, etc. comme des voies menant à une société autogérée. IREAN organise des manifestations, des piquets et prend part aux actions écologistes. Sa publication s'appelle *Tchornia Zvezda* (Etoile noire). Pour l'AIT-Est (contacts anarcho-syndicalistes Est-Ouest) et avec le concours de celle-ci, IREAN a pris la responsabilité de publier "AS-INFO", un bulletin trimestriel en russe et en anglais.

Pour des raisons de principe, IREAN refuse de se faire immatriculer et d'annoncer à l'administration de la ville de Moscou les manifestations assez nombreuses qu'elle organise. Les thèmes plus ou moins constants de ces manifestations sont : la politique du gouvernement, les privatisations, les augmentations de prix...

Selon Vadim Damier, la différence entre anarchistes et marxistes se situe surtout sur la façon de concevoir le rôle de la révolution. Pour les marxistes la révolution constitue un point de départ qui est suivi d'une période de transition du capitalisme au socialisme. Pour les anarchistes, la révolution achève une période de transition, de construction de communes autogérées qui commence dans le cadre du capitalisme. Elle anéantit l'Etat au moment où celui-ci entrave le développement de ces communes. Les opinions des marxistes et des anarchistes divergent également sur le plan de l'organisation, du fédéralisme, de l'Etat...

IREAN se considère comme partie prenante de l'aile révolutionnaire des anarcho-syndicalistes. Elle collabore avec quelques groupes faisant partie de la FRAN et de la KAS dans le but de créer des syndicats révolutionnaires et une section de l'AIT dans l'ancienne Union soviétique. Des groupes de Moscou, dont IREAN, de Gomel (Biélorussie) et la Fédéracia Anarkhistov Donbassa (FAD) ont mis sur pied un comité des Amis de l'AIT.



Autres organisations anarchistes

En décembre 1991, un groupe de tendance anarchiste individualiste s'est formé à partir de groupes punks de Minsk. Ce groupe a lancé l'initiative de constituer un comité organisationnel et de tenir un congrès des anarchistes de Biélorussie. La Fédéracia Anarkhistov Biélorussii (FAB) qui en est sortie peut être caractérisée comme une organisation de type anarcho-communiste. C'est une organisation indépendante, bien qu'elle collabore étroitement avec l'ADA. Elle s'occupe surtout d'activités contre-culturelles et antimilitaristes.

Un groupe intéressant est celui des Marginalno-Anarkhitcheskié Kontrinicivivi (MAKI) de Petrograd, dont le dirigeant est Piotr Raöuch. Ce groupe a été créé en juin 1991. Le lointain précurseur des MAKI était l'Anarkho-Sindilalistkaïa Associacia (ASSA). Bien que son programme fût surtout anti-totalitaire et anti-communiste, ASSA soutenait aussi les idées syndicalistes, c'est-à-dire qu'elle était pour «le transfert de la propriété des entreprises d'Etat existantes aux syndicats, soit à des collectifs de travailleurs entièrement indépendants». Défendant un anarchisme pluraliste, laissant chaque groupe et chaque personne libre de pratiquer la forme d'anarchisme qui lui convenait, Piotr Raöuch devint lui-même l'un des premiers anarcho-capitalistes de Russie. Il considère comme l'une des plus hautes valeurs de l'anarchisme la lutte pour la liberté de la propriété individuelle, pour le droit de chaque individu à la propriété sans ingérence de l'Etat. Selon son programme, l'activité la plus importante de l'ASSA était la propagande pour les idées anarchistes. La grève et les campagnes de désobéissance civile étaient considérées par cette organisation comme «des moyens radicaux de lutte, parfois les plus efficaces»; la violence n'était admissible que si elle était inévitable. En avril-mai 1990, l'ancienne ASSA s'est dissoute pour être remplacée par une nouvelle ASSA (Association de sections d'anarchistes libres) qui défendait des points de vue anarcho-

individualistes et anarcho-capitalistes. Cette nouvelle ASSA s'est dissoute à son tour en décembre 1990 et s'est transformée en Anarcho-Demokratitcheski Soïouz (ADS). A partir de janvier 1991 la revue *Novi Sviet* (Monde nouveau) est parue comme organe de l'ADS, celle-ci est devenue l'organe des MAKI dès octobre 1991.

D'après certaines sources, l'ADS se dit ouvertement anarcho-capitaliste. Cela dit, son bulletin "AN-Press" est très instructif et pourrait bien être la meilleure source d'information sur ce qui se passe dans le monde anarchiste de la CEI.

L'anarkho-Komounistitcheski Révolucionni Soïouz (AKRS) de Petrograd a été membre collectif de l'ASSA et était surtout connu pour son journal *Tchornoïé Znamia* (Drapeau Noir). En juin 1989, l'AKRS a quitté d'ASSA et en automne 1990, la plupart des ces ex-membres ont rejoint l'organisation Revolucionnié Proletarskié Iatcheïki (Cellules prolétaires révolutionnaires) de tendance trotskiste. Les quelques ex-membres qui sont restés anarchistes ont rejoint l'ADA et/ou la FRAN et/ou la KAS.

A Siauliai (Lithuanie), il existe depuis quelque temps un groupe du nom d'"Anarkhistki Khor" (Chœur anarchiste) constitué à partir d'une ancienne organisation locale de KAS. Ce groupe collabore avec la KAS aussi bien qu'avec la FRAN. □

(1) En fait les tentatives qui ont abouti à la naissance de la KAS remontent à 1982. Cette année Andreï Isaev, futur dirigeant de la KAS, prit l'initiative de créer un "Comité organisationnel pour un parti marxiste révolutionnaire pour l'ensemble de l'URSS". En décembre 1986 naquit le groupe social-fédéraliste "Obchtchina" (Vadim Damier).

(2) Le nom officiel de Petrograd, utilisé même par certains anarchistes, est maintenant Saint-Petersbourg. Dans son texte, Tatyana Chavchoukova utilise les deux noms. Voulant éviter la confusion j'ai suivi ma préférence personnelle et toujours mis Petrograd. (...) On voit aussi la simple indication Piter et l'adjectif Piteriski (ndt.). [Nous reviendrons ultérieurement sur l'ASSA].

L'indication ndt (note du traducteur) accompagne certaines remarques de Bas Moorel. Les remarques entre crochets [] sont de la rédaction de l'Affranchi.

(3) Officiellement la conférence s'intitulait Obchtchestvennié Inicivivi v Pérestroïké (Initiatives sociales dans la Perestroïka).

(4) Les années '70 sont celles de la dissidence, les années '80 celles des mouvements informels (correspondant aux mouvements "alternatifs" en occident, ndt.); autour de 1990 commencent les mouvements démocratiques. La dénomination "démocratique" ne s'utilisait pas avant 1990. (Mikhaïl Tsovma)

(5) Vadim Damier fait remarquer ici que la MFP est restée une organisation bureaucratique, la direction est simplement passée dans les mains des bureaucrates de second rang.

Selon Mikhaïl Tsovma, peu de membres de la KAS acceptaient alors la prise de position d'Andreï Isaev.

(6) D'après les informations de Vladimir Toupinkine de la KAS-Moscou.

(7) Toujours selon Vladimir Toupinkine.

(8) Selon Vadim Damier, un fossé se dessine clairement depuis quelque temps, au sein de la KAS, entre une aile gauche et une aile droite. A droite se trouve le parti anarcho-capitaliste "Soïouz Volnikh Troujénikov". A gauche, quelques groupes comme la FAD de Donetsk (Ukraine) (...) et quelques KASSistes individuels qui s'orientent vers l'AIT. Les KASSistes de gauche adhèrent pratiquement au communisme libertaire et à l'anarcho-syndicalisme révolutionnaire. Entre ces deux ailes, on trouve les organisations locales de Moscou, Irkoutsk et Tomsk qui préconisent un "socialisme de marché" s'inspirant de la SAC de Suède. Une majorité (60% environ) des organisations locales de la KAS sont pour une participation dans les organes de pouvoir.

(9) Rappelons qu'à son origine l'ASSA s'appelait : Association libre anarcho-syndicaliste. Sur le destin de l'ASSA voir sous "Autres organisations anarchistes".

Groupes anarchistes les plus souvent cités

ADA : Association de mouvements d'anarchistes

ASSA : Association libre anarcho-syndicaliste, puis Association des sections d'anarchistes libres (Petrograd)

FRAN : Fédération des anarchistes révolutionnaires

IREAN : Initiative des anarchistes révolutionnaires (Moscou)

KAS : Confédération anarcho-syndicaliste

Appel du SMOT de Biélorussie

DÉPUIS que la majorité parlementaire pro-communiste a pris comme président le chef de la police Mechslav Grib, le gouvernement tente par tous les moyens de supprimer l'Union interprofessionnelle libre des travailleurs biélorusses (SMOT) ainsi que tout mouvement de travailleurs indépendants. La récente vague de répression contre un certain nombre de militants ouvriers n'est qu'un début. Le gouvernement pro-communiste a comme projet de détruire l'opposition ouvrière. Avec l'aide des capitaux occidentaux, les dirigeants russes et biélorusses espèrent maintenir et consolider leur pouvoir au sein d'une économie déclinante, par des méthodes de production brutales. Beaucoup d'industriels et de politiciens de

l'ouest coopèrent avec les gouvernements de l'ex-URSS, aidant ainsi les communistes à nous éliminer. C'est pourquoi nous lançons l'appel suivant aux travailleurs et à tous les gens de bonne volonté des pays occidentaux :

«Compagnons, nous vous demandons de faire connaître les cas de répression contre les syndicalistes de l'ex-URSS. Faites tout ce que vous pouvez pour empêcher votre pays d'aider les régimes pro-communistes des ex-républiques soviétiques (...). Essayez d'entraver les alliances entre les firmes occidentales et les firmes de l'ex-URSS. L'implantation de telles entreprises de production mixte n'amène que des licenciements et le renforcement du pouvoir des multinationales et des néo-bolchéviques.»

Cas de répression signalés par le SMOT biélorusse

Le président du SMOT de l'usine "Transistor" Nikolai Grinchik a été congédié par la direction de l'entreprise pour avoir organisé une grève légale ainsi que des meetings réclamant que les lois biélorusses soient respectées au sein

de l'usine. D'autres militants de "Transistor" sont continuellement victimes des tracasseries de la direction, il s'agit de : Vladimir Strelyenko, Mikhail Kolyesen et Vladimir Dimitrovich.

A l'usine Dzerzhinsky appartenant au complexe industriel "Intégral" de Minsk, Igor Azarko, membre du conseil des délégués du SMOT biélorusse, a été sévèrement réprimé pour avoir organisé un meeting de 400 personnes et distribué des tracts... La direction de l'entreprise mène une intense campagne d'intimidation contre

des membres du SMOT : Sergei Skameyko, Vladimir Khokhlov et Nilolai Kazakievich. Il faut mettre en rapport le durcissement de l'attitude de la direction à l'égard du SMOT avec les alliances que le complexe "Intégral" essaie de nouer avec des entreprises allemandes dont Bosch-Siemens. L'une des conditions posée par les capitalistes occidentaux est que le complexe doit se débarrasser des syndicats, en particulier du SMOT qui lutte pour des salaires décents.

Le 28 février 94, au complexe industriel "Belvar", l'ouvrier Valentin Vayev a été arrêté et interrogé par la police pour sa participation à l'organisation d'un comité de grève et pour avoir distribué l'appel de ce comité ainsi qu'un tract du SMOT.

Le nouveau directeur de "Belvar" Nikolai Yerokhov poursuit la campagne contre les ouvriers qui luttent. Après plus de huit ans de tentatives, la direction de "Belvar" a trouvé un moyen pour licencier Anatoly Matveyenko, le coordinateur du SMOT biélorusse. Matveyenko a été licencié pour sa participation à une manifestation et à un meeting de protestation à Minsk, le 15 février 94. Il avait également organisé les grèves chez "Belvar" en décembre 93 et janvier 94. Une pétition de soutien à Matveyenko circule dans l'entreprise.

Le procureur de la ville de Mogilyov (à 170 km à l'est de Minsk) a poursuivi deux employés pour l'organisation de meetings et de manifestations en janvier et février 94. Les deux accusés sont : Vladimir Sharapov, le président du comité local des travailleurs, et Sergei Obodovsky, un militant du SMOT.

Informations transmises par Workers Solidarity Alliance, section américaine de l'AIT. Texte traduit par nos soins.



Emile Pouget : Le Père peinard

par l'Anarchiste Déchaîné

EMILE Pouget est né le 12 octobre 1860 à Pont-de-Salars, dans l'Aveyron. Son père, notaire de la localité, meurt quelques années après sa naissance, et sa mère, personnage effacé, se remarie et a un second enfant. Son beau-père, employé aux Ponts-et-Chaussées, était républicain. Il se fit renvoyer de son travail lorsqu'il édita une feuille politique de ton relativement violent. A 12 ans, Pouget est envoyé au lycée Rodhez. Là, les idées républicaines de son beau-père sont en dissonance avec l'éducation bourgeoise de l'établissement. D'ailleurs, c'est là qu'il crée sa première feuille, manuscrite, dont seulement quelques exemplaires circulent de main en main. Il a alors 13 ans, et son journal s'appelle "Le Lycéen Républicain". Ses écrits parviennent un jour jusqu'aux professeurs qui sont scandalisés... Mais malgré cela, le journal continue de paraître, distribué sous le manteau, les punitions exaltant la verve du lycéen. En 1871, le procès des Communards de Narbonne s'ouvre dans l'Aveyron. Les autorités espéraient, de par le choix de la région, un jugement sévère. Mais celui-ci soulève un grand scandale et connaît une impressionnante publicité.

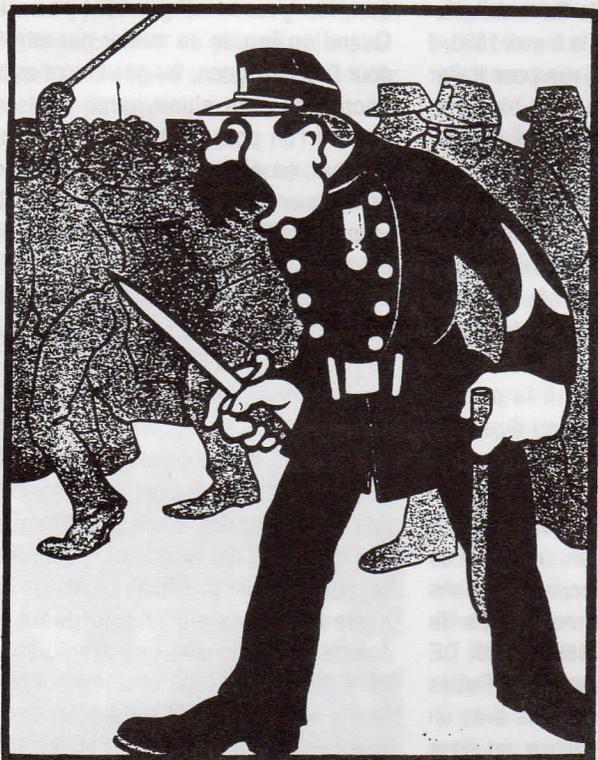
A Paris

Son beau-père meurt en 1875. Pouget doit alors quitter le lycée pour aller gagner sa vie. Arrivé à Paris par le train, il trouve un place dans un magasin de nouveautés. Là, le changement de vie est rude, et il commence à cristalliser ses opinions sur des points précis. Le soir, après le travail, il fréquente les réunions publiques et les meetings. Ensuite, reconnaissant l'efficacité de l'action syndicale, il crée, à 19 ans, le premier syndicat du textile parisien. A la lecture de la "Révolution Sociale", il devient anarchiste et se fait introduire dans les cercles de réflexions parisiens par Emile Digeon, un communard qui avait été condamné lors du procès de Narbonne. Mais il fréquente surtout le 131 rue Saint-Martin où se réunissent, chez le Père Rousseau, les premiers disciples de Bakounine. A 20 ans, Pouget évite le service militaire grâce à une varice, mais voici ce qu'il en dit :

"Pourtant dans la flotte de métiers que j'ai faits il en manque un, celui de soldat... ça m'a toujours pué au nez d'être troubade, n'empêche qu'à l'époque j'étais bougrement patriote, allez !... Heureusement, j'ai eu un bobo, et comme je suis pas mal fouinard c'est lui qui m'a sauvé la mise. C'est une varice, petiote comme rien. Le jour où je passais la révision, j'ai fait dans la matinée une sacrée trotte. L'après-midi, j'ai enfilé le costume du grand-père Adam et l'on m'a réformé illico" (L'Almanach du Père peinard pour 1894, page 34). A cette époque, il édite des brochures anarchistes de ton extrêmement violent telles que "A l'armée". Il rédige aussi le bulletin de son syndicat. Mais ses activités ne sont pas seulement intellectuelles, pour preuve le meeting du 9 mars 1883 convoqué par la Chambre Syndicale des Menuisiers (syndicat à forte tendance anarchiste !) à la place des Invalides. Face à la conjoncture et au chômage chronique, les ouvriers sont mécontents et le manifestent. Le 9 mars, ils forment deux cortèges de manifestants dont l'un, dirigé par Louise Michel et Pouget, s'engage dans le boulevard Saint-Germain. Des boulangeries sont pillées rue Dufour. La police attend la manifestation rue Maubert et une bagarre éclate. Lorsque l'ont veut arrêter Louise Michel, Pouget s'interpose et est emmené à sa place, celle-ci réussissant à s'enfuir. Au procès qui suivra, Pouget est condamné à huit ans de prison pour pillage à main armée. Il passera trois ans à l'ombre, à la prison de Melun avant d'être amnistié. A sa sortie de taule, ayant perdu son travail, il vit de démarchage d'ouvrages et de représentations de librairie, ce qui lui laisse plus de temps pour s'adonner à la propagande. Il vit dans une chambre louée à Montmartre, en compagnie de sa compagne. Il a 27 ans. En 1889, soit deux ans plus tard, il crée le fameux "Père peinard" dont le premier numéro sort le 24 février. Il est fortement influencé par "Le Père Duchesne" tant pour le ton, que par le format du journal... Entre autre, il publie en ses pages la "correspondance des lecteurs" et des gravures à légende. Des artistes célèbres aujourd'hui collaborent avec lui et il devient le défenseur du Salon des Indépendants et du

mouvement des peintres impressionnistes. En habile propagandiste, il fait paraître des images pour les enfants, se sert des scandales et édite plusieurs numéros spéciaux. Il fait des placards pour les élections et participe à d'autres journaux dont : "Les Temps Nouveaux", "l'Action Directe" ou "Le Pot de colle". Mais arrêtons nous plus longuement sur les aventures du "Père peinard"... Au début de sa publication, c'était une petite brochure de seize pages, dont la première représente un cordonnier écrivant ou lisant dans sa boutique. Des clients entrent et tendent un journal à l'une des personnes présentes. Les articles, rarement signés sont rédigés par Pouget. Le journal coûte alors "deux ronds" et l'on peut s'abonner pour six francs par année. Dans le premier numéro, et sous le titre "Pourquoi et comment le Père peinard s'est bombardé journaliste", l'on pouvait lire : "...La boulange (le boulangisme : mouvement de mécontents dirigé par le général Boulanger) faisait alors tourner la boule au populo; à l'élection du 27 janvier 1889, la foulditude d'affiches qui salissaient les murs de Paris, me donnait envie d'y aller de la mienne. Entre deux savates, j'accouchais de "la première du Père peinard au populo" sans me pousser du col, la flanche fut bougrement gobée. A telle enseigne que ça me mit l'eau à la bouche; l'idée me vint de continuer le fourbi et de tailler de régulières bavettes avec le populo. Faire un journal ? Mince de tatouins... J'avais quelques pelos en poche, je risquais le paquet... depuis un brin de temps un tas d'idées me trottaient par la caboche, et ça me turlupinait rudement de n'en pas pouvoir accoucher." A partir du numéro 21, une légende s'ajoute : "Réflex d'un gniaff". A partir du numéro 62 (25 mai 1890), il change de format et annonce : "Bons bougres, lisez tous les dimanches le Père peinard. Sous ce titre, chaque semaine, le gniaff journaliste publie ses réflex où il ne mâche pas leurs vérités aux Jean-Foutres de gouvernants et de patrons." Il possède toujours seize pages, de format in-huit. Ensuite, le journal s'agrandit. A présent, il consacre une page complète à une image illustrant l'article de fonds ou

caricaturant violemment les conditions des "bons bougres" et des "bourgeois". La plus part de ces images sont réalisées par des peintres impressionnistes de l'époque : Luce, Wilette, Ibels ou Pissaro.



— Ousqu'il est le cochon qu'à gueulé : ? Mort aux vaches! —

A partir du numéro du 7 septembre 1890, les bureaux du Père peinarde sont ouverts de 9 heures à midi au 31 rue Cadet. La distribution du journal est assurée par les Messageries du "Petit Parisien" et il est vendu dans les kiosques de la capitale. Pour la province, Pouget fera en sorte d'accroître la diffusion grâce aux lecteurs. En plus des adresses des dépositaires, la dernière page accueille souvent des annonces publicitaires des plus diverses. A part ça, le journal publie aussi des chansons comme : "Le Père peinarde au populo" ou "L'Internationale". A partir du numéro 94, le format augmente encore, mais les pages diminuent (huit pages, format in-quatre). Le dessin de couverture change lui aussi, et l'on voit le cordonnier debout, l'air furieux, qui, une ceinture à la main, fustige le Ministre, le Curé, l'Officier, le Juge et le Financier... Les bureaux qui se trouvent depuis le 17 juillet 1891 au 4 bis rue d'Orsel, sont ouverts de 9 heures du matin à 6 heures du soir. La semaine du 3 au 10 janvier 1892, le dessin de première page changera une dernière fois. L'air furieux, le cordonnier y brandit

toujours sa ceinture, mais cette fois, ce sont les bourgeois qui s'enfuient ! Arrivé au numéro 198 (1 au 8 janvier 1893), le journal change de nouveau de format, mais garde le même nombre de pages.

Ensuite, le Père peinarde publiera une série d'images d'inspiration anarchiste destinée aux enfants. Malheureusement, cela ne dure pas. Le numéro 251 se voit amputé de la moitié de ses pages (quatre pages, même format), et le journal disparaît pour la première fois à partir du numéro 253 (21 au 28 janvier 1894). La raison en est simple, avec les lois scélérates qui visent à faire disparaître la presse anarchiste, Pouget est condamné lors du procès des Trente et doit s'exiler en septembre en Angleterre (à son retour en France,

Pouget sera amnistié... Et en 1899, il publiera la brochure "Les Lois scélérates de 1894") ! C'est là, que commence la publication du nouveau Père peinarde, dit série londonienne. Cette série comprend huit numéros, chacun portant le titre de l'article de fond... Le nombre de page est variable, il va de seize à vingt, et le format est le même que celui des premiers numéros.

A Londres

En Angleterre, Pouget connaîtra le Trade-Unionisme. A son retour en France, Pouget fonde "La Sociale", dont le premier numéro paraîtra le 11 mai 1895, et le dernier le 18 octobre 1896. Pendant cette période, 76 numéros sortiront, dont 35 pour l'année 1895. L'esprit et la rédaction du journal rappellent fortement le Père peinarde... La semaine du 25 octobre au 1er novembre 1896, le Père peinarde réapparaît pour 129 numéros, et quatre suppléments. Cette deuxième série se terminera le 1er mai 1899. Les essais de Pouget dans le but de transformer le Père

peinarde en quotidien furent fréquents, il n'y réussit jamais... Son rêve de quotidien anarchiste ne se réalisa que quand il participa à celui de Sébastien Faure, le "Journal du Peuple", qui dura du 6 février 1899 jusqu'au 3 décembre de la même année, faisant ainsi paraître 299 numéros ! A cette date, le Père peinarde rempile pour une troisième série, composée de 15 numéros, parus entre le 14 janvier et le 15 avril 1900. Après, Pouget sera le rédacteur de la "Voix du Peuple", l'hebdomadaire de la Confédération Générale du Travail, du temps où celle-ci était encore d'inspiration syndicaliste révolutionnaire (il y aura notamment une deuxième série de l'organe de la C.G.T., à laquelle il ne collaborera pas, ayant quitté le syndicat en 1908 !). La première série est antérieure au Congrès d'Amiens (1906) et comporte 235 numéros, le premier portant la date du 9 décembre 1900.

Pour la grève générale

Pouget a toujours été partisan de la Grève Générale et de l'action syndicale... Il a notamment consacré plus d'un article à la première, et rédigé de nombreuses brochures tel que : Grève générale réformatrice et grève générale révolutionnaire, Syndicat et Syndicalisme ou encore Le Syndicat. Pour la grève générale, l'on peut citer un passage d'un texte paru le 3 novembre 1889 : "Oui, nom de dieu, y a plus que ça aujourd'hui : la Grève Générale ! Voyez-vous ce qui arriverait, si dans quinze jours ou trois semaines y avait plus de charbon. Les usines s'arrêteraient, les grandes villes n'auraient plus de gaz, les chemins de fer rouilleraient. Ça serait la grève forcée pour un tas de métiers. Du coup, le populo presque tout entier se reposerait. Ça lui donnerait le temps de réfléchir, il comprendrait qu'il est salement volé par les patrons, et dam, il se pourrait bien qu'il leur secoue les puces dare-dare ! Mais nom de dieu, faudrait pas se borner à la grève toute pure. C'est une blague infecte, qui ne procure que d'avantage de mistoufle, si au bout d'un mois ou deux, il faut rentrer couillons comme la lune, dans le baigne patronal. Faut plus que ça mille tonnerres ! Les bons bougres comprendront qu'ils ont mieux à faire qu'à s'enfermer dans leurs piaules, ou à se balader en rangs d'oignons, en gueulant

des chansons pacifiques. Ils comprendront que le moment est venu de foutre les pieds dans le plat. Tant que le populo ne se sera pas foutu dans la caboche qu'il doit se passer de patrons, y aura rien de fait. Or pour apprendre à se passer de cette sale vermine, faut faire comme si elle n'existait pas. Ainsi par exemple les mines, c'est les mineurs qui les ont creusées, c'est eux qui les entretiennent et les pomponnent, c'est eux qui en sortent le charbon : les grosses légumes ne font qu'empocher les picailleurs, et rien de plus. Donc, une fois que les mineurs seraient tous en l'air, que la grève serait quasiment générale; après avoir affirmé en quittant le turbin, qu'ils en ont plein le cul de travailler pour leurs singes. Faudrait, nom de dieu, qu'ils se foutent à turbiner pour leur propre compte; la mine est à eux, elle leur a été volée par les richards, qu'ils reprennent leur bien, mille bombes ! Et si les mineurs travaillaient pour eux, s'ils refusaient aux exploiters les gros bénéfiques, y aurait plus les avaros qu'il y a : plus de grisou, plus de types écrabouillés, plus de purée pour les vieux, plus de mistoufle pour les estropiés ! Oui, ce nom de dieu, voilà ce qu'il faudrait ! Et le jour où assez marioles, y aura une tripotée de bons bougres qui commenceront le chabanais dans ce sens, eh bien, nom de dieu, foi de Père peinar, le commencement de la fin sera arrivé !".

Ensuite, un dernier numéro du Père peinar verra le jour le 16 mars 1902, annonçant une hypothétique quatrième série. Mais revenons de nouveau sur l'histoire de ce journal... De ton toujours violent, les articles de Pouget parlaient de tout ce dont raffolait la clientèle anarchiste : antimilitarisme, anticléricalisme, antiparlementarisme, etc... Pour beaucoup de ces articles, d'ailleurs les gérants du journal se sont vu condamnés à de lourdes amendes et / ou à la prison, et tous ont accueilli leur peine au cri de "Vive l'Anarchie !", comme le veut la tradition ! Pouget aussi fut souvent condamné, et les Directeurs de prison le couvrait d'une certaine bienveillance, pour preuve ce passage paru dans "In memoriam" : "On venait le soir de chaque semaine prendre ma copie de dernière heure. Un camarade la ramassait dans la rue où je la jetais à l'heure convenue par le vasistas de ma cellule; le directeur s'aperçut de notre petit manège. Il me fit appeler et me dit : si un sergent de ville passait dans la

rue au moment où vous jetez votre copie, cela pourrait vous créer des ennuis. Dites à votre ami qu'il vous demande à la porte de la prison; vous descendrez lui remettre votre article".

Mais voici quelques exemples de la littérature que les bourgeois n'appréciaient pas... Sous l'article "La manifestation du 1er mai" qui parut le 6 avril 1890, il écrit : "Faut être dans la rue pour traiter des affaires sociales et pour bien voir ceux qui ont de trop pour vivre et ceux qui n'en ont pas assez... Les soldats, que sont-ils ? Nos frères de misère : pourquoi défendraient-ils les riches ? Quand on leur commandera : feu ! qu'ils essaient leurs fusils Lebel sur leurs chefs et qu'ils fassent merveille !". Ou alors, sous le titre "Sus aux ratichons" (27 mars 1892) : "Y a belle lurette que j'ai foutu la puce à l'oreille des bons bougres au sujet des ratichons. Que de fois j'ai rengainé : "On ne parlotte pas avec la vermine noire ! On l'écrabouille comme une merde s'il y a mèche... S'il n'y a pas plan, on réchaude sa haine en attendant l'occase...". Sans oublier des textes comme "Coups de tranche" (22 décembre 1889) : "UN DE MOINS ! - Un patron boulanger de Tarbes se chamaillait ces jours derniers avec un de ses ouvriers nommé Lacaze, un zigue de vingt ans. Emmerdé par son singe, l'ouvrier lui a sauté à la gueule et lui a tellement serré le ki-ki que le patron en est mort. Ça prouve, nom de dieu, qu'il n'y a pas besoin de chercher midi à quatorze heures - la bonne volonté suffit."

Amour libre

Pouget écrit aussi sur la libre union, témoin cet article paru dans "l'Almanach du Père peinar" de 1897 : "C'est le 20 mars que s'amène le printemps et voici que Germinal montre sa crête verte. Quoique ça, les bidards qu'avez des paletots et des nippes de rechange, ne vous pressez pas trop de quitter vos affutiaux d'hiver. Ce gaillard-là a de sales revenez-y. On aura encore de la froidure, nom de dieu ! Pourtant quoique le soleil soit encore falôt, déjà on se sent plus gaillards, notre sang, kif-kif la sève dans les veines des végétaux, s'éveille et bouillonne. Nous voici à la riche saison des bécottages : les oiselets dans leurs nids se fichent en ménage à la bonne franquette, et pour s'embrasser, ne sont pas assez cruchons d'aller demander la permission à un pantoufflard ceinturoné

de tricolore, comme mossieu le maire, ni à un crasseux amas de graisse ensaché dans une soutane. Ils s'aiment et ça suffit ! Aussi ils récoltent ! Tandis que chez les humains, grâce à toutes les salopises légales qui font du mariage la forme la plus répugnante de la prostitution, les gosses ne germent pas vite. Quand au lieu de se marier par intérêt, pour l'infect pognon, les gas seront assez dégrassés pour s'unir parce qu'ils en pincet l'un pour l'autre, et quand, par ricochet, on aura perdu l'idiote habitude de reluquer de travers une jeunesse qui a un polichinelle dans le tiroir, sans que les autorités aient passé par là - c'en sera fini avec la dépopulation. Mais pour ça, il faut que les abrutisseurs se soient évanouis de notre présence !"

Les condamnations qui reviennent le plus souvent sont : incitation au meurtre, au pillage, à la désobéissance militaire et à l'incendie ! Mais Pouget ne se contente pas de rédiger des articles, il écrit aussi des romans. C'est un écrivain populaire... On peut citer par exemple : Le musée des horreurs, Monsieur Dugourdeau, La calotte internationale, Les aventures du Père peinar en 1900 et Comment nous ferons la Révolution (il est à noter que le titre original de ce roman d'anticipation (Pouget y décrit la société future !) a été changé par l'imprimeur... L'original étant : "Comment nous avons fait la Révolution" !). Dans ce dernier, Pouget et Pataud rédigent un roman de propagande, d'inspiration syndicaliste révolutionnaire. Le livre comporte trente chapitre répartis sur 296 pages. Cet écrit peut être divisé en trois grandes parties... La première, c'est la grève générale et la prise du pouvoir par les syndicats, la seconde, c'est l'organisation de la société nouvelle, et enfin, la troisième et dernière partie, l'examen de certains problèmes survenu dans cette société.

Pour conclure, l'on pourrait faire l'éloge de ce propagandiste formidable que fut Pouget, mais il nous semble beaucoup plus intéressant de vous donner quelques références supplémentaires afin que vous puissiez vous même juger de son talent !!!

Pour en savoir plus :

- ☐ Emile Pouget, *Le Père peinar*, textes choisis, éd. Galilée, 1976
- ☐ Christian de Goustine, *Pouget - Les matins noirs du syndicalisme*, éd. Tête de Feuilles, 1972.

Lausanne

Action contre les prisons



AU début du mois de mars dernier, une semaine "contre toutes les prisons" a été organisée à l'Espace autogéré à Lausanne. Pour les personnes qui se sont réunies à diverses reprises dans la perspective d'organiser cette action, il s'agissait de dénoncer le système carcéral et aussi de manifester une solidarité particulière vis-à-vis de certains prisonniers. Pour être précis, nous étions préoccupés par la situation dans laquelle se trouvent certains militants libertaires, anarchistes ou anti-capitalistes qui croupissent actuellement dans les prisons des pays dits démocratiques. Parmi ceux-ci, le cas de Salvatore Cirincione nous tenait particulièrement à cœur.

Le moment le plus fort de la semaine a été, sans contexte,

la soirée du 4 mars. A cette occasion, une bonne cinquantaine de personnes étaient réunies pour écouter les propos de deux orateurs : Yvonne Bercher et Serge Livrozet à qui nous avons demandé d'introduire brièvement le sujet.

Yvonne est une jeune juriste qui consacre son énergie à faire connaître et à dénoncer les conditions de détention qui existent dans notre pays. Ayant participé à la défunte Association de défense des prisonniers de Suisse, elle se consacre actuellement à la rédaction d'un livre sur la prison ainsi qu'à soutenir des détenus qu'elle va visiter. Sa préoccupation est de faire connaître la réalité de l'intérieur de la taule au public qui le plus souvent en ignore tout.

Serge Livrozet, militant libertaire français et ancien prisonnier, a écrit plusieurs ouvrages sur le système carcéral. Dans son exposé, il a surtout insisté sur le rapport qui existe entre la délinquance et les inégalités qui caractérisent notre société. La discussion qui a suivi ces brèves interventions fut très vivante et ouverte. Elle témoignait du fait qu'il existe toujours des gens qui ont envie de débattre de sujets fondamentaux et qui ne croient pas aux réponses toutes faites, d'où qu'elles viennent (y compris des libertaires). C'est ce que n'ont

malheureusement pas compris quelques personnes qui, croyant participer à "une réunion œcuménique d'anarchistes" (sic), ont essayé d'entraîner la discussion sur un terrain bêtement sectaire. Heureusement, ils n'ont pas été suivis et la richesse des échanges ne s'en est pas ressentie. La réflexion et la solidarité avec les prisonniers va se poursuivre. Un petit bulletin d'information "Infos prisons" a commencé à paraître. On peut se le procurer en écrivant à la case postale de "Réflexions sociales".

Salvatore Cirincione

SALVATORE Cirincione a été incarcéré dans les années '80 pour sa participation au groupe armé Azione rivoluzionaria. Etant parvenu à s'enfuir, malgré les graves séquelles dues aux coups reçus durant sa captivité, il a vécu huit ans dans la clandestinité avant d'être à nouveau arrêté, en décembre 1992, à Milan.

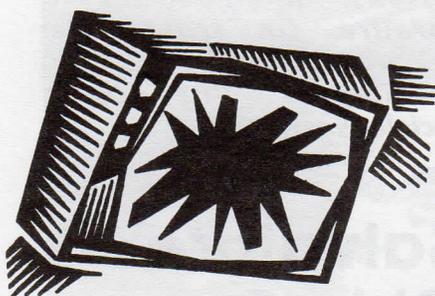
Les conditions de détention



qui sont les siennes depuis lors, à la prison de San Vittore, ont empiré son état de santé qui est actuellement très gravement compromis. Pourtant on lui refuse un renvoi de peine et les médicaments coûteux (environ 50 FS par jour) qui lui permettent de se maintenir en vie ne sont pas pris en charge par l'institution.

Il est possible de lui faire parvenir de l'argent pour ses médicaments à l'adresse suivante :

Salvatore Cirincione
San Vittore
Piazza Filangeri 2
20123 Milan - Italie



QUELQUES OUVRAGES DE SERGE LIVROZET

— *De la prison à la révolte*, essai, Mercure de France, 1973 (plusieurs rééditions).

— *Aujourd'hui, la prison*, document, Hachette, 1977.

— *Rue aux Ours*, essai, contre-enquête sur la première «affaire Pesquet», Les Lettres Libres, 1985.

— *La Dictature Démocratique*, essai, Les Lettres Libres, 1987.

— *L'Empreinte*, témoignage, La Brèche, 1989.

— *L'Outrage en plus*, Manya, 1992.

Le Jeans du prisonnier

par *Marco Camenisch*

Les jeans de la marque Prison Blues ont déjà conquis au moins un million d'américains, ainsi qu'un grand nombre de Japonais. La clé de ce succès : ces jeans ont été coupés et cousus en prison. Précisément dans le pénitencier d'Etat de Pendleton, dans l'Oregon. «Faits à l'intérieur pour être portés à l'extérieur, ces jeans sont fabriqués par des jeunes très méchants» dit la publicité. Le modèle le plus prisé porte un aigle imprimé sur la jambe gauche. Depuis peu on trouve ces jeans en Italie ainsi que des T-shirt de la même marque (si vous en voyez en Suisse faites-le savoir).

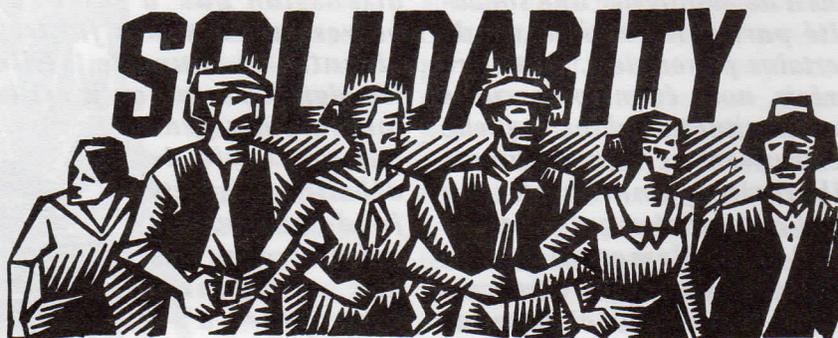
Marco Camenisch, qui transmet cette information, nous invite à boycotter ces produits qui proviennent d'une prison. Voici quelques-uns de ses arguments :

Celui qui prétend qu'en boycottant ces produits, on prive d'argent la population carcérale pose un faux problème. Le vrai scandale est l'exploitation des esclaves des galères à un coût salarial très

bas et la désinformation sur le thème de la prison, à des fins publicitaires. Il faut boycotter, de façon sélective, les produits provenant de la surexploitation de la population carcérale et leur préférer des produits locaux, en s'assurant que les producteurs disposent d'un salaire digne. L'urgence est la même que pour d'autres produits provenant d'aires d'exploitation des personnes, des animaux et de la terre.

Le boycottage à une valeur stratégique, en tant que sabotage du capitalisme, de son mercantilisme et de sa consommation destructive. C'est un acte qui a une valeur éthique, qui conduit à une diminution de la consommation superflue. Il faut éviter de consommer les marchandises dont la production entraîne la destruction de la terre, de la vie, de la santé de beaucoup de gens au bénéfice d'une minorité.

Boycotter signifie être moins complice, moins esclave. Le boycott va dans le sens du progrès, du vrai bien-être individuel et social. □



Salvador Puig Antich

LE deux mars 1974, le libertaire catalan Salvador Puig Antich, militant actif du Mouvement Ibérique de Libération (MIL) était exécuté au garrot vil par le régime du général Franco.

L'histoire du MIL est brève. Fondé en 1971, ce mouvement s'est auto-dissout en 1973. La plupart de ses militants étaient issus des rangs des commissions ouvrières¹ des quartiers et des usines.

Dans le cadre des luttes ouvrières et populaires, l'expérience révolutionnaire du MIL avait un caractère autonome et autogestionnaire. Le MIL n'avait pas une idéologie étroite ou dogmatique. Il était d'inspiration anarchiste avec des influences conseillistes, ex-trotskyistes et anti-staliniennes. Il avait été marqué par les événements de mai 1968 et l'Internationale situationniste.

Durant la dictature franquiste, il fut l'un des rares groupes armés à développer une pratique anti-capitaliste, (au-delà d'une résistance centrée uniquement sur l'anti-franquisme). D'autre part, ses militants ont radicalement critiqué la conception léniniste de l'organisation², la collaboration institutionnelle, le militarisme et la bureaucratie. Ils étaient favorables à la démocratie directe et à l'auto-organisation ouvrière.

Les principales actions des militants du MIL ont été des expropriations de banques. Avec les fonds obtenus, ils soutenaient des grèves (les grèves étaient interdites et très durement réprimées durant la dictature). Depuis la France, ils ont imprimé et publié des textes politiques interdits et jusqu'alors inconnus en Espagne, pour encourager le débat théorique dans les milieux ouvriers organisés.

Le 25 septembre 1973, Puig Antich et un de ses compagnons sont tombés dans une embuscade tendue par la police politique, Salvador a été blessé de deux balles à la tête et un inspecteur de police fut abattu. Le 7 janvier 1974, un conseil de guerre le condamna à la peine de mort. Le

mouvement international de solidarité (semblable à celui qui avait eu lors du procès de Burgos) ne put empêcher son exécution.

Cet assassinat a provoqué des très nombreuses réactions. Dans toute l'Europe, des banques espagnoles ont brûlé, des consulats et centres officiels ont été l'objet de toutes sortes d'attaques. A Madrid, les bureaux du Bulletin officiel de l'Etat ont flambé. Il y a eu des mobilisations massives en Catalogne. A Saragosse, 1'500 jeunes se sont affrontés à la police. A Valence des véhicules de police ont pris feu.

[Quelques vétérans, parmi nous, se souviennent des manifestations qui eurent lieu à Lausanne et à Genève]. □

- (1) Celles-ci n'ont rien à voir avec les Commissions ouvrières(CC.OO) actuelles, syndicat espagnol dominé par le parti communiste.
- (2) Pour Lénine, le parti est conçu comme une avant-garde restreinte et disciplinée de révolutionnaires professionnels; alors que les syndicats et autres organisations de base ne sont qu'une simple "courroie de transmission" au service du parti.

La Baie de Pasaia

LE 22 mars 1984, à l'aube, dans une petite embarcation, un groupe des Commandos Autonomes Anticapitalistes (CAA) s'approche du port de la Baie de Pasaia, au Pays Basque espagnol. Ils sont attendus par les Groupes anti-terroristes de la police espagnole (GEO) qui sont embusqués et tirent sans sommation. Dans un premier temps trois des passagers du petit bateau sont tués, transpercés par des dizaines les balles.

Un quatrième autonome se cache entre les rochers, mais il est arrêté dix minutes plus tard. Il sera fusillé devant plusieurs témoins. Les gens qui se sont approchés pour les secourir, sont arrêtés et soigneusement torturés.

La version officielle a prétendu qu'il y avait eu "échange de coups de feu". On constatera plus tard qu'aucun des autonomes n'a tiré.

La mort de Pedro Isart (Pelitxo), Dionisio Aizpuru (Kurro), Rafael Delas (Txapas) et María Izarra s'est produite alors que le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) était déjà au pouvoir en Espagne. Personne ne doute du fait que ce massacre fut ordonné en haut lieu, en réponse à la mort du sénateur socialiste Enrique Casas.

Aucun responsable ne fut jugé, les assassins sont toujours en place, et certains ont même eu de l'avancement. Les informations sur cette affaire ont été archivées. La chanson qui raconte l'événement ("Bahía de Pasaia", du groupe Barricada) a été interdite par décret de loi. Aujourd'hui nous attendons encore un récit clair des faits de la part des autorités...

A cette affaire nous pourrions appliquer une fameuse phrase prononcée par le président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, à propos du GAL¹ une autre magouille meurtrière du PSOE : «il n'y a pas des preuves et il n'y aura pas». □

- (1) Le Groupe antiterroriste de libération (GAL) fut un groupe de mercenaires, vraisemblablement liés aux services de renseignements espagnols. Il est responsable de nombreux assassinats de membres de l'ETA, ou supposés tels, au pays basque français durant les années '80.

□ Ces deux articles, traduits par nos soins, proviennent de "El Acratador" n°37, mars 1994.

Au delà de la liturgie

par Pablo Serrano

LE 27 janvier 1994, une grève générale a eu lieu en Espagne contre un projet de loi qui vise à "flexibiliser le marché du travail", en rendant les licenciements plus faciles et en diminuant de moitié le salaire des apprentis. A cette occasion, les militants anarcho-syndicalistes de la CNT-AIT ont organisé les piquets de grève les plus actifs et ceci sur l'ensemble du territoire espagnol. Cette attitude conséquente a impliqué des arrestations suivies de l'inculpation de plusieurs compagnons, en particulier des militants de la fédération locale de la CNT de Grenade.

Pour les syndicats officiels qui avaient lancé cette initiative, il s'agissait de faire pression sur le gouvernement pour permettre à leurs dirigeants d'être en meilleure posture dans d'éventuelles négociations. Un sondage de popularité en quelque sorte. Cette grève s'inscrit dans le cadre d'une tactique inaugurée le 14

décembre 1988, par un mouvement du même style. Du point de vue quantitatif, ces grèves ont été des succès. Chaque fois, près de 80% des salariés y ont participé. Par contre, le pouvoir n'a pas reculé.

Dans l'article qui suit, le compagnon Pablo Serrano, prisonnier libertaire incarcéré depuis 1984 et actuellement détenu à la prison de Saragosse, porte un regard sans complaisance sur ce type de mobilisation.

Même si nous ne connaissons pas, ici en Suisse, une combativité semblable à celle des travailleurs espagnols, nous avons aussi connu des mouvements dont le seul résultat, à long terme, a été de démoraliser celles et ceux qui y avaient participé. Pensons simplement à la grève des femmes du 14 juin 1991 ou aux différentes manifestations contre l'austérité.

La réflexion de Pablo Serrano a donc une portée générale, c'est ce qui fait son intérêt.

Il y a des luttes qui auraient impliqué d'importantes victoires à une autre époque et qui ne sont plus, aujourd'hui, que des processus assimilables par le système, qui se convertissent immédiatement en frustration et en défaite. Ceci devraient nous faire réfléchir sur cette fin de siècle qui ressemble de plus en plus aux sociétés fictives décrites par Orwell dans "1984" et par Huxley dans "Le meilleur des mondes". Il nous faut comprendre les changements, nous préparer aux nouvelles agressions, chercher des formes de luttes non assimilables et aller de l'avant.

Si la grève générale du 14

décembre 1988 a été le chant du cygne du syndicalisme collaborationniste, celle du 27 janvier dernier lui a donné le coup de grâce. Aussi surprenant que cela puisse paraître, vu l'importante participation qu'elles ont connues, ces mobilisations n'ont eu aucun résultat (...) et en ce qui concerne la dernière grève, les perspectives sont nulles. Ce sont les nécessités du système qui commandent. L'établissement de la société duale ne permet aucune concession, aucune nuance. Les syndicats collaborationnistes ont achevé leur cycle. La réduction de leur aire d'influence et la reconversion au sein des nouveaux processus

de production (modèle japonais, Mac Donald...) constituent leur avenir. Ils résisteront par des actions ponctuelles dans quelques secteurs spécifiques (le secteur public comme dernier bastion), le tout dans le cadre d'un processus de décomposition et de recul.

La grève du 27 janvier concrétise les nouvelles limites du dualisme social. D'un côté nous avons les secteurs de la dite "culture de la satisfaction", de l'autre le quart monde intérieur. Cette situation aura comme résultat la mise en place de divers ghettos (...). En somme la société technocratique lucidement prévue par Bakounine.

L'évolution de ces prochaines années sera celle du dépassement du modèle actuel et de la mise en place d'un autre modèle plus adapté aux nécessités du système. Dans celui-ci, les jours de "l'état de droit" et ceux du prétendu "état de bien-être" seront comptés. Ce nouveau modèle s'imposera à partir d'une société normalisée, grâce à des paramètres guerriers (pour que les satisfaits maintiennent leur niveau de vie, des conditions draconiennes seront imposées aux exclus, aux vaincus).

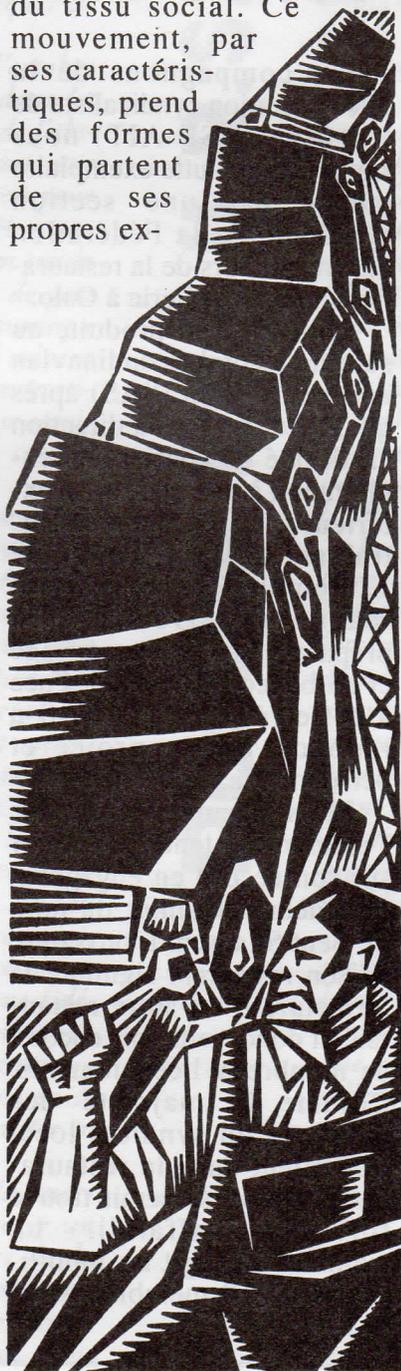
Ce processus déjà entamé aura pour conséquence l'augmentation des inégalités sociales, précisément à l'encontre de ce quart monde intérieur qui se rapproche de plus en plus des limites de la subsistance. Sa composition est très hétérogène, le point commun étant l'exclusion. On y trouve les chômeurs, les travailleurs temporaires, les travailleurs au noir... soit des personnes appartenant à différentes générations, des jeunes, des retraités, des femmes, des

immigrés, des marginaux. Ce secteur occupe plusieurs fonctions, mais il va fondamentalement être utilisé pour permettre la reproduction hiérarchique, pour servir d'armée de réserve et, à partir de principes réactionnaires, pour occuper le terrain vis-à-vis des couches les plus faibles comme l'immigration du tiers-monde.

Pour nous autres anarchistes, cette réalité sociale qui est en train de surgir implique des changements. Une classe ouvrière cassée, segmentée, avec des intérêts divergents requière des messages et des actions non-homogènes. Dans son sein, il y a des secteurs (corporatifs) non réceptifs à notre message et même si nous ne devons pas abandonner l'idée de regrouper les plus conscients, notre base sociale se trouvera dans la première périphérie (les secteurs proches des satisfaits) et auprès de tout le reste des exclus. Le retour à l'exploitation du début du siècle, qui touchera de plein fouet ces secteurs, redonnera au message révolutionnaire sa véritable dimension. La différence, c'est que, maintenant, nous vivons au sein d'une société développée sur le plan technologique, qui ne requière plus l'ensemble de la main-d'œuvre, comme le démontre le chômage et les limites de la croissance du système capitaliste. Cette évolution (...) met à découvert la non-nécessité du travail comme axe central et donc la possibilité de s'en libérer. L'existence du quart monde en constitue une bonne preuve.

Les changements nous entraînent donc vers une composition sociale nouvelle où les exclus se présentent comme le nouveau sujet historique ou antagoniste. Avec le processus de déprolétarianisation qui les touche, les exclus se rapprochent des secteurs qui ont joué un rôle important dans les processus ré-

volutionnaire du début du siècle ou de ceux qui ont constitué la principale base des révolutions du tiers monde et des mouvements de guérilla. C'est cette non-sujétion aux centres de travail (déprolétarianisation) avec tout ce qu'elle entraîne qui, en aiguissant les contradictions, permet d'envisager la réappropriation du temps et de l'espace; ce qui constitue un premier pas vers l'autogestion et le début d'un "contrôle" du territoire dans un processus de création et d'extension du tissu social. Ce mouvement, par ses caractéristiques, prend des formes qui partent de ses propres ex-



périences, et ne se base pas seulement sur les schémas pré-conçus des étapes antérieures. En résumé, il prend des formes plus anarchistes, qui partent de l'individu conçu comme un tout non compartimenté [entre le lieu de travail et le lieu de vie].

Avoir une incidence dans de telles réalités déstructurées, les doter d'un contenu révolutionnaire, requière un engagement plus important qui dépasse celui du "révolutionnaire à temps partiel" (...).

D'autre part, il est aussi nécessaire de dépasser les stratégies de défaite que traîne tout le mouvement et qui empêchent les ripostes efficaces. Parmi ces stratégies, il faut citer l'assujettissement au légalisme; le suivisme vis-à-vis des collaborationnistes de type politique, syndical ou social; une intériorisation du pacifisme, qui donne lieu à des comportements attentistes face aux agressions; des ripostes liturgiques, répétitives et parfaitement intégrables par le système; l'acceptation du fait accompli de mouvements, dont le début et la fin sont prévus d'avance, qui ne sont pas préparés et qui ont pour résultat l'incorporation aux schémas de domination, l'échec, l'impuissance.

Il faut comprendre que, face à la transformation rapide de la société, face aux avancées tant qualitatives que quantitatives de la domination, face à cette réalité de guerre qui se manifeste par la rupture du consensus vis-à-vis des secteurs sociaux à abattre [ouvriers, exclus...], il est difficile d'imaginer l'avenir. Mais, dans ce contexte de changement rapide, il n'y a pas de place pour le neutralisme, ni pour le pacifisme, ni pour une voie médiane. Il s'agit d'une lutte pour le TOUT comme seule sortie réaliste (...).

Dans cette réalité, le point de départ et de confrontation doit être envisagé à partir de la

négaration (négaration de la légalité, de la légitimité, de tous les mécanismes d'absorption du pouvoir) (...). Ainsi le maintien des privilèges apparaît sans voile, dans sa véritable dimension de vol, de spoliation et de soumission par la force et la violence. Par leur lutte pour la subsistance, par la répression quotidienne qu'ils subissent, les exclus comprennent facilement ce message.

Dans cette perspective, la résistance ne passe pas par la défense des droits acquis, dans l'attente (qui est déjà une défaite) des coups pour résister (de façon liturgique), mais en comprenant que la lutte, la résistance, c'est aussi l'attaque. Pour faire ce pas, qui remet en cause l'ensemble du système, il faut se fixer des limites, situer le champ de bataille et choisir quand, comment et où agir. (...) Il s'agit d'une part d'assumer la mise en œuvre d'une "guérilla" quotidienne et d'autre part de riposter aux agressions et aux attaques. Par exemple, nous ne pouvons accepter une agression telle que le chômage comme étant notre problème (...) parce que ce n'est pas nous qui



l'avons créé. Donc ce problème doit être renvoyé aux satisfaits : s'il n'y a pas de travail pour tous, alors que personne ne travaille. Notre message doit permettre de donner sa véritable dimension à l'agression; le plein emploi n'étant plus possible dans une économie de marché. On peut faire face de la même manière aux autres agressions (logement, services, etc.) dans lesquelles se pose, ici et main-

tenant, la réappropriation de tout ce qui nous a été volé.

Dans la période qui vient, seuls ceux qui ne sont pas connus, ceux qui ne peuvent être contrôlés... ainsi que l'anticipation, le message des faits, l'action qui laisse à nu le pouvoir, sont des armes qui permettent de créer de nouvelles

barricades (...) "la propriété privée c'est le vol" ceux qui la défendent sont les ennemis qu'il faut jeter dans les poubelles de l'histoire. □

Cet article, traduit par nos soins, est paru dans le CNT de mars 1994.

Norvège Luttes dans l'hôtellerie

Nos compagnons de la Fédération syndicaliste de Norvège (NSF-AIT) nous signalent une lutte exemplaire menée par une section syndicale de la Fédération des travailleurs de la restauration et de l'hôtellerie à Oslo.

Celle-ci s'est produite au sein de l'hôtel Scandinavian Airlines System (SAS) après que, l'été dernier, la direction ait décidé de confier son exploitation à une entreprise extérieure. Cette décision entraînant le licenciement de 120 employés, ceux-ci ont réagi massivement en préparant une grève sauvage et un boycott de l'hôtel. Face à cette réaction, la SAS a renoncé à son projet et personne n'a été licencié.

Mais six mois plus tard, l'entreprise a tenté de revenir sur son accord en engageant un célèbre cuisinier du nom de Bent Stiansen. L'ouverture de son restaurant signifiait la fermeture d'un autre restaurant et donc, cette fois encore, de nombreux licenciements. Comme la majorité des membres du syndicat local travaillent dans la restauration, celui-ci se serait trouvé fortement affaibli. Le syndicat a réagi en mobilisant ses 210 membres et en

élisant un comité d'action. D'autres travailleurs se sont aussi mobilisés. L'appel au boycott de l'hôtel a été bien reçu : des travailleurs d'une entreprise vinicole ont refusé faire leurs livraisons à l'hôtel, les mécaniciens responsables de la maintenance ont refusé de réparer l'ascenseur...

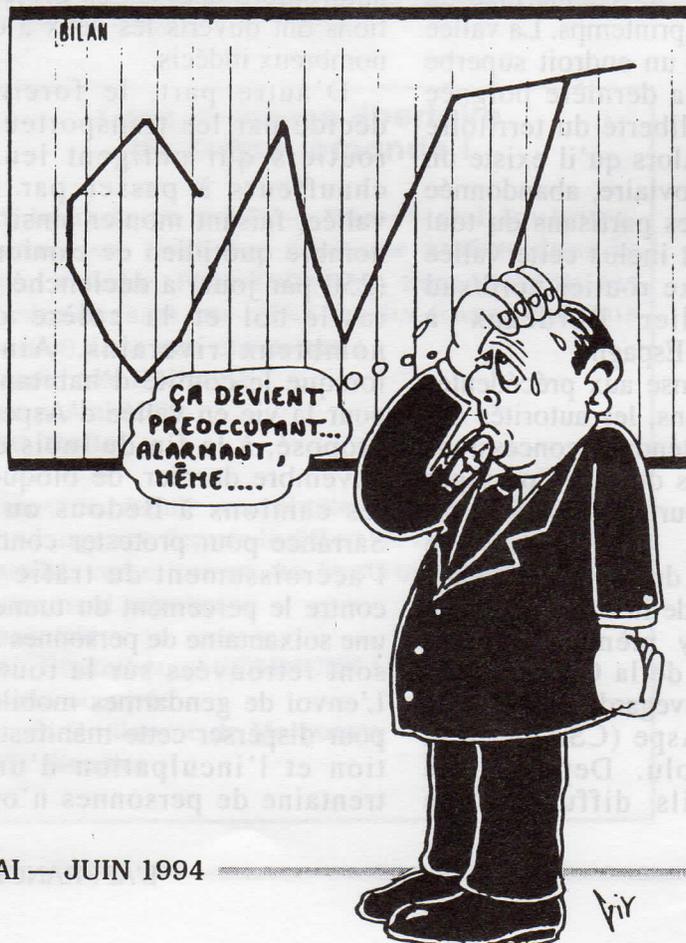
Toutes ces actions ont amené le cuisinier Bent Stiansen à renoncer à l'ouverture de son restaurant. Il a déclaré qu'il ne voulait pas être la cause d'un conflit entre l'employeur et les travailleurs. Cette réaction constitue une victoire partielle : les employés n'ont pas été licenciés et le syndicat n'a pas été affaibli, mais la direction continue à affirmer qu'elle n'hésitera pas à saisir la prochaine opportunité pour engager une entreprise extérieure.

L'une des raisons importantes de ce succès est liée au fait que le syndicat local de la SAS fonctionne à partir de la base; les décisions sont prises par les travailleurs en assemblée. Une autre raison, c'est qu'ils ont ignoré les structures du syndicat officiel (LO) en informant et mobilisant directement les travailleurs des autres secteurs.

Politique anti-immigrés

par JIPE (Syndicat des travailleurs du Béarn CNT-AIT)

Les manifestations contre le CIP en France ont montré le puissant ras-le-bol qui existe aujourd'hui dans la jeunesse de ce pays. La prétendue "bof-génération" n'est pas telle qu'on nous l'a décrite. Dans cette lutte, les revendications corporatives ont laissé la place à des exigences plus fondamentales remettant en question l'organisation globale du système. Nos compagnons de la CNT française qui comptent dans leurs rangs de nombreux lycéens, étudiants et jeunes chômeurs ont été très actifs dans ces mobilisations. Dans un certain nombre de villes de province, on a vu les drapeaux noir et rouge en tête des cortèges. Le mouvement contre le CIP a d'ailleurs révélé un phénomène nouveau : l'émergence de la province. Des manifestations, parfois aussi importantes qu'à Paris, se sont produites dans des agglomérations dix à vingt fois plus petites. Dans ces villes, les médiations de gauche et d'extrême-gauche sont bien moins nombreuses qu'à Paris et parfois la CNT apparaît immédiatement aux jeunes comme la seule organisation crédible. Nos compagnons n'ont pas encore fait un bilan détaillé de la lutte contre le CIP. Par contre, nous avons reçu, il y a quelque temps déjà, un article de JIPE relatant une manifestation qui a eu lieu à Pau contre la politique anti-immigrés. Outre les informations qu'il donne sur la politique française à l'égard des travailleurs et étudiants étrangers, cet article révèle que la CNT est une force avec laquelle il faut désormais compter.



LE 5 février dernier une journée nationale de manifestations contre les lois Pasqua a eu lieu. Celles-ci tendent à une détérioration de la condition des immigrés et des enfants d'immigrés nés en France.

A Pau, la CNT était la principale force représentée. Sur les 350 manifestants, 80 suivaient la CNT-AIT qui était à la tête du cortège. Pourtant, celle-ci a subi un boycott de la presse. Il est vrai qu'elle avait préféré distribuer son propre appel, soulignant que le problème du racisme ne peut se résoudre que par un changement révolutionnaire de société et un combat quotidien d'actions directes, et non par un appel à une meilleure législation ou à une meilleure politique du gouvernement. La banderole de tête l'attestait en affirmant "l'Etat secrète le racisme, seule solution : son abolition". Les autres organisations politiques et syndicales telles que la CGT, les verts, la LCR (trotskistes), la Fédération syndicale d'enseignants, les organisations anti-racistes MRAP et SOS racisme ou encore le Parti communiste... demandaient au gouvernement, dans un tract unitaire, de résoudre le problème du chômage plutôt que de désigner des boucs émissaires. La CNT-AIT a critiqué cet appel, en rappelant que le problème du chômage, tout comme celui des inégalités sociales est inhérent au système capitaliste et ne disparaîtra qu'avec celui-ci.

Il y a actuellement en France une opération d'envergure contre les immigrés. Il s'agit d'une double offensive. D'un côté le gouvernement utilise la force en intensifiant la

recherche et l'expulsion des immigrés clandestins, en délivrant de plus en plus difficilement les renouvellements de permis de séjour (des problèmes se posent notamment pour les étudiants étrangers). Les nouvelles lois compliquent également les démarches que doivent faire les enfants étrangers nés en France pour obtenir la nationalité française (le choix doit se faire désormais dès l'année des seize ans). On voit aussi une remise en cause du droit d'asile. Ces mesures visent à séduire l'électorat d'extrême-droite.

D'un autre côté, le gouvernement collabore avec l'association Immigration Développement Sahel (IDS) qui est une organisation soutenue par des gouvernements d'Afrique noire. L'opération consiste, pour le gouvernement français, à donner une formation d'un an aux immigrés clandestins contre la promesse de retourner définitivement dans leur pays. Cette formule passe par l'IDS qui touche des subventions de la part du gouvernement français et qui s'engage à faire une campagne dans les pays d'Afrique noire contre l'émigration vers la France. Evidemment les immigrés clandestins qui prennent la carte de l'IDS y trouvent des avantages, comme celui de sortir indemnes des commissariats de police, mais ils s'engagent à rentrer dans "leur pays". Cette formule a l'avantage, pour le gouvernement français, de garder le contrôle du savoir et de la formation et de conserver un contrôle sur ses anciennes colonies.

Il faut parler également de la vague d'expulsion que subissent les étudiants étrangers qui ont redoublé. A Pau, les facultés les acceptent, mais la préfecture refuse de renouveler leur carte de séjour. D'après les

bruits de couloirs de la préfecture, il s'agit de l'application d'une circulaire du ministère de l'Intérieur. Seule organisation à les soutenir à Pau, la Coordination Libertaire Etudiante CLE-CNT a réuni, au cours d'un rassemblement devant la préfecture, une cinquantaine de lycéens et étudiants. Vu l'attitude des médias lors de la précédente manifestation, le rassemblement s'est déplacé devant les sièges des journaux locaux (Sud-Ouest, la République des Pyrénées, l'Eclair des Pyrénées) ce qui nous a valu

articles et photos dans ces derniers dès le lendemain.

Evidemment les mesures gouvernementales contre les immigrés ne changeront rien à la situation. L'immigration reste et restera un phénomène croissant (le nombre d'immigrés clandestins arrivant en France est multiplié par deux tous les dix ans) puisque l'Afrique reste toujours aussi pauvre. Face à cela, l'AIT propose la seule solution répondant de façon globale à ce problème mondial de répartition des richesses : la révolution. □

Tunnel du Somport La résistance continue

POPULARISÉE par le téléfilm d'Yves Boisset "Le Tunnel", passé récemment sur les écrans, la résistance contre le percement du Tunnel routier du Somport, en vallée d'Aspe, se poursuit, et ceci malgré le redémarrage du chantier ce printemps. La vallée d'Aspe est un endroit superbe où survit la dernière poignée d'ours en liberté du territoire français. Alors qu'il existe un tunnel ferroviaire, abandonnée en 1970, les partisans du tout camion ont inclus cette vallée dans un axe routier nord/sud censé relier Bordeaux à Valence en Espagne.

En réponse aux précédentes mobilisations, les autorités ont fait de prétendues concessions écologiques du type "passages à ours", pourtant l'essentiel est maintenu, c'est-à-dire le percement du tunnel et l'élargissement de la route nationale 134 qui y mène. Pour les opposants de la Coordination pour la sauvegarde active de la vallée d'Aspe (CSAVA) rien n'est résolu. Depuis l'été dernier, ils diffusent une

cassette vidéo "Aspe en sursis" qui raconte l'histoire de la vallée de la Maurienne en Savoie, submergée par les camions après la construction du tunnel du Fréjus et obligée maintenant d'accepter une autoroute d'accès. Ces projections ont ouverts les yeux à de nombreux indécis.

D'autre part, le forcing décidé par les transporteurs routiers qui obligent leurs chauffeurs à passer par la vallée, faisant monter ainsi le nombre quotidien de camions (250 par jour) a déclenché le ras-le-bol et la colère de nombreux riverains. Ainsi lorsque le comité d'habitants pour la vie en vallée d'Aspe a proposé, à la fin du mois de novembre dernier, de bloquer les camions à Bedous ou à Sarrance pour protester contre l'accroissement du trafic et contre le percement du tunnel, une soixantaine de personnes se sont retrouvées sur la route. L'envoi de gendarmes mobiles pour disperser cette manifestation et l'inculpation d'une trentaine de personnes n'ont

fait qu'accroître la mobilisation. Quelques jours plus tard, la même opération a rassemblé 140 personnes dont plusieurs paysans, mais cette fois les forces de l'ordre sont restées très discrètes. Même si ces blocages sont encore à moitié

s'amplifier lors des travaux de rectification de la route nationale 134 et des premières expropriations.

Le dimanche 13 février, une manifestation a réuni 300 personnes devant l'enceinte du chantier qui était fortement

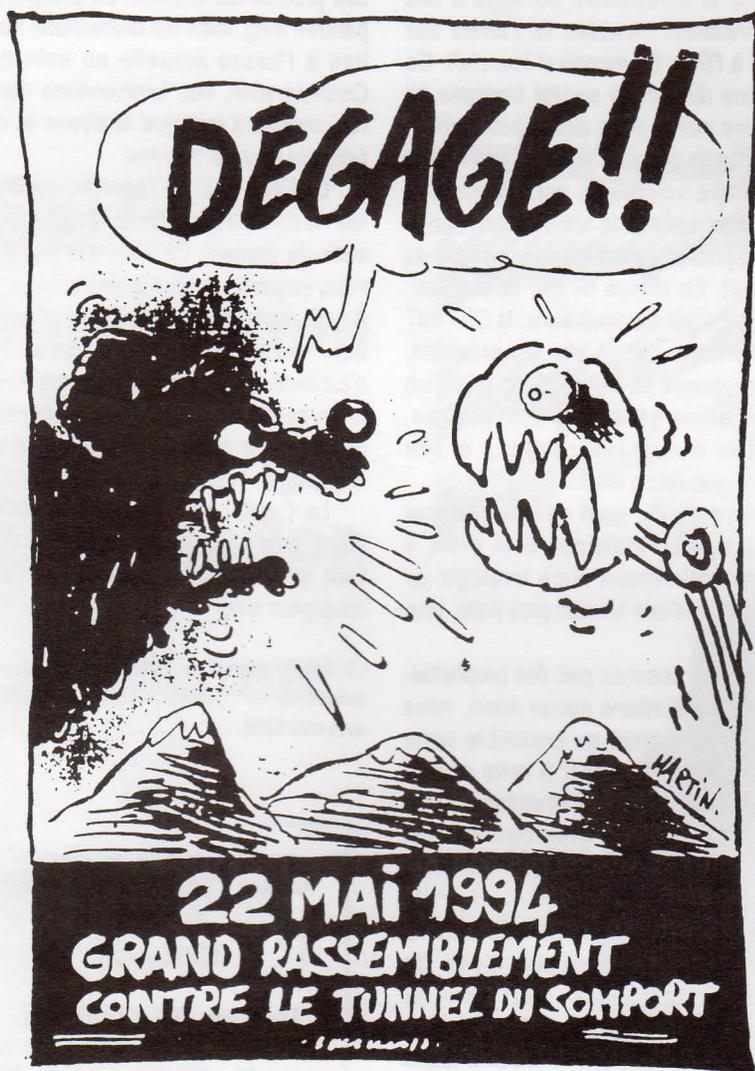
quant du matériel vidéo y compris à des journalistes. Avec les "Aspaches" et les militants écologistes de la région, étaient présents des militants syndicalistes de la CNT de Pau, de Bordeaux et de Saragosse. Il faut noter que les anarcho-syndicalistes aragonais jouent un rôle important dans la popularisation de cette lutte du côté espagnol.

Informations tirées de *La Plume* n° 6, janvier 94 et de *El Acratador* n° 37, mars 94.

Nous avons reçu un appel à l'aide de la CSAVA, nous informant de la préparation d'un grand rassemblement qui aura lieu le dimanche 22 mai en vallée d'Aspe. D'autre part, on nous signale que les personnes qui souhaitent participer à la résistance quotidienne sur place sont toujours bienvenues.

Pour tout renseignement :

La Plume
CSAVA
64490 Cette-Eygun
France
Tel :
(0033) 59 34 53 17
Fax :
(0033) 59 34 53 18



symboliques puisque chaque camion n'est arrêté qu'un quart d'heure en moyenne, ils ont le mérite de faire bouger les habitants de la vallée. Les opposants y voient les prémices d'une réelle mobilisation locale. Ils espèrent voir celle-ci

gardée. Le périmètre était entouré de fils de fer barbelés, et à l'intérieur une véritable caserne de police était installée. Pour disperser les manifestants, la police a utilisé des gaz lacrymogènes et frappé brutalement plusieurs manifestants, confis-



Radicalité

Par R. Serge (CNT de l'Hérault)

LA récente lutte des jeunes contre le CIP en France a inspiré à notre compagnon R. Serge les réflexions d'intérêt général que nous reproduisons ci-dessous.

Ces derniers mois on vu la réapparition de mouvements sociaux qui ont donné bien du mal à l'État et à sa police. Manifestations, violences et répression sont là pour témoigner que nous vivons dans une société fracturée où s'opposent des intérêts antagonistes. Malgré les grands discours consensuels entendus ces dernières années, la lutte des classes réapparaît en plein jour. Même si les contestations exprimées et les démarches employées ne reflètent pas une volonté claire quant à la transformation de notre société, elles sont porteuses d'espoir pour l'avenir.

Alors que la rue se montre capable de mobiliser massivement, alors qu'une certaine radicalité peut s'exprimer dans le refus de tel projet de loi, la contestation et la révolte n'aboutissent pas à une remise en cause globale de notre société. Elles se contentent au contraire des reculades gouvernementales et laissent en chantier les questions fondamentales qui se posent partout avec insistance.

Cette incapacité à avancer plus loin de manière collective fait le jeu des syndicats étudiants et ouvriers qui peuvent ainsi continuer à surfer sur la vague, alors que la marée où nous retrouvâmes si nombreux leur échappait totalement. Dans plusieurs villes, les UNEF [syndicats étudiants], la CGT et les autres ont tout fait pour juguler la radicalité qui

s'exprimait dans les assemblées générales ou les cortèges. Ils se sont montrés sous leur vrai visage, celui d'un syndicalisme qui existe non pas pour porter les aspirations des individus, mais pour faire jouer la pseudo-démocratie. Lorsque le mouvement échappe à ces marionnettistes minables, ils s'allient aux flics et à l'État. Ce monde-ci leur plaît. Ce n'est que dans cette société fracturée où la misère suinte entre deux spots publicitaires, qu'ils peuvent espérer prendre le pouvoir. Ils volent nos aspirations à la liberté tout comme la société marchande nous dépossède de la vie pour en faire du yoghourt. En marge du jeu du pouvoir, s'opposant aux manipulations, la CNT-AIT est intervenue, là où elle est présente, pour proposer sa forme d'organisation (assemblées générales souveraines, délégués élus et révocables...) et son analyse globale de la situation.

Bien entendu, nous savons que pour l'instant peu d'individus sont prêts à intégrer entièrement notre stratégie de construction d'une société plus juste, plus équitable.

Nous ne sommes pas des prophètes, nous ne promettons aucun éden, nous disons simplement qu'ensemble nous avons la force d'accéder à cette société de liberté et d'égalité économique. Nous appelons les gens à avoir confiance en leur propre capacité à se maintenir debout.

Les luttes représentent des instants cruciaux où une nouvelle façon de concevoir le monde peut devenir évidente. Notre propagande et notre action, tout en s'adressant au plus grand

nombre, ne touchent finalement que des individus qui ont déjà pris conscience de leur propre radicalité. C'est avec eux que nous espérons organiser une force apte à définir ses propres analyses, ses propres objectifs. Il n'y a pas et il n'y aura pas de décideurs !

Le projet est énorme. Certes, nous représentons encore peu de chose, mais ici où là nous voyons des initiatives réussir, nous apercevons ce que sera la CNT de ces prochaines années. Le chemin peut paraître long, mais les discussions qui ont lieu à l'heure actuelle au sein de la Confédération, nos interventions dans la rue, montrent que nos analyses et notre pratique sont pertinentes.

La CNT, l'AIT et l'anarcho-syndicalisme ne sont pas des décors tout prêts qu'il suffit de monter. Ce sont des outils que nous forgeons et améliorons chaque jour. Adulte, l'anarcho-syndicalisme gêne ceux qui, sous les plis du drapeau noir, n'aspirent qu'à diriger. Au sein même du mouvement libertaire, nous menons le combat pour chasser les apprentis chefs.

Le Capital nous livre un conflit sans trêve, sans cessez-le-feu. Nous comptons bien que demain nous pourrions rendre coup pour coup. □

○ Article repris de *L'Anarcho-syndicaliste*, bulletin de la CNT-AIT, région Méditerranée, avril-mai 1994.

SOMMAIRE

Editorial

Dossier Ex - U.R.S.S.

Emile Pouget :
Le Père peinard

Lausanne
Action contre les prisons

Espagne
Salvador Puig Antich

La Baie de Pasaia
Au delà de la liturgie

France
Politique anti-immigrés

Tunnel du Somport
La résistance continue

BULLETIN D'ABONNEMENT

5 NUMEROS

SOUTIEN

20 FRS (80 FF)

30 FRS OU PLUS

NOM:-----PRÉNOM:-----

ADRESSE:-----

NP:-----LOCALITÉ:-----PAYS:-----

Retourner à: *Réflexions Sociales* Case postale 172 - CH-1000 Lausanne 6 Ouchy
Versement à A. Bösiger ccp 12-17661-5 - CH - 1227 Carouge GE